

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1935-1936	N° 143		Zittingsjaar 1935-1936
N° 4-V: BUDGET	SEANCE du 5 mars 1936	VERGADERING van 5 Maart 1936	BEGROOTING N° 4-V

BUDGET
du Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur pour l'exercice 1936.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES
ETRANGERES (1)
PAR M. JASPAR (M.-H.).

MADAME, MESSIEURS,

Le Sénat a adopté, le 11 février 1936, le budget des Affaires Etrangères. Celui-ci fait l'objet d'un long et remarquable rapport de l'honorable M. Segers. Il nous a paru inutile de répéter ici ce qui fut dit en termes excellents par l'honorable rapporteur qui analysa en termes précis l'évolution de la politique mondiale au cours de cette année. M. Segers et la Commission du Sénat prennent acte des événements qui ont ébranlé le front de Stresa. C'est là pour notre pays un fait qui mérite de retenir sa très vive attention, d'autant plus que nous sommes malheureusement contraints, par les circonstances, de constater la déception qu'avait fait naître la conférence du désarmement. La Commission du Sénat constate qu'« aucun accord n'ayant pu se faire entre les puissances au sujet de la limitation des armements et que toutes les nations s'étaient vues dans la pénible obligation de consacrer d'importants crédits à leur défense ». A cet égard, les décisions prises par le Gouvernement britannique sont caractéristiques.

La Belgique avait apporté à cette conférence une adhésion sans réserve. Le 11 février 1933, M. Hymans avait exposé en ces termes l'attitude de notre Gouvernement : « La Belgique, pays particulièrement exposé, et qui a souffert plus que d'autres de la guerre, est disposée à collaborer

BEGROOTING
van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken
en Buitenlandschen Handel voor het dienstjaar 1936.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE
ZAKEN (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER JASPAR (M.-H.).

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De begrooting van Buitenlandsche Zaken werd, op 11 Februari 1936, door den Senaat goedgekeurd, na het voorwerp te zijn geweest van een lang en merkwaardig verslag van de hand van den achtbaren heer Segers. Het leek ons onnoodig, hier opnieuw te herhalen wat door den achtbaren verslaggever in uitmuntende bewoordingen werd gezegd, in een nauwkeurig overzicht van de evolutie der wereldpolitiek tijdens dit jaar. De heer Segers en de Commissie van den Senaat nemen akte van de voorvallen waardoor het Stresa-front aan 't wankelen werd gebracht. Voor ons land is dit een feit hetwelk onze zeer bijzondere aandacht verdient, temeer daar wij ongelukkiglijk door de omstandigheden er zijn toegebracht, de teleurstelling te moeten boeken van de verwachtingen der ontwapenings-conferentie. De Commissie van den Senaat stelt vast « dat geen enkel akkoord mogelijk was tusschen de mogendheden betreffende de bewapening en dat al de Naties in de pijnlijke verplichting verkeerden aanzienlijke kredieten aan hun verdediging te besteden ». Te dien opzichte, zijn de door de Britsche Regeering getroffen beslissingen kenschetsend.

België had op die Conferentie zijn instemmig betoond, zonder voorbehoud.

De heer Hymans zette, op 11 Februari, het standpunt van België uiteen in dezer voege :

« België dat bijzonder blootgesteld is en dat meer dan

(1) La Commission était composée de MM. Poncelet, président; Carton de Tournai, Carton de Wiart, David, Jaspar (Henri), Raemdonck, Sinzet, Van Cauwelaert, Van Dievoet,

(1) De Commissie bestond uit de heeren Poncelet, voorzitter; Carton de Tournai, Carton de Wiart, David, Jaspar (Henri), Raemdonck, Sinzet, Van Cauwelaert, Van Dievoet.

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1935-1936	N° 143		Zittingsjaar 1935-1936
N° 4-v: BUDGET	SEANCE du 5 mars 1936	VERGADERING van 5 Maart 1936	BEGROOTING N° 4-v

BUDGET
du Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur pour l'exercice 1936.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES
ETRANGERES (1)
PAR M. JASPAR (M.-H.).

MADAME, MESSIEURS,

Le Sénat a adopté, le 11 février 1936, le budget des Affaires Etrangères. Celui-ci fait l'objet d'un long et remarquable rapport de l'honorable M. Segers. Il nous a paru inutile de répéter ici ce qui fut dit en termes excellents par l'honorable rapporteur qui analysa en termes précis l'évolution de la politique mondiale au cours de cette année. M. Segers et la Commission du Sénat prennent acte des événements qui ont ébranlé le front de Stresa. C'est là pour notre pays un fait qui mérite de retenir sa très vive attention, d'autant plus que nous sommes malheureusement contraints, par les circonstances, de constater la déception qu'avait fait naître la conférence du désarmement. La Commission du Sénat constate qu'« aucun accord n'ayant pu se faire entre les puissances au sujet de la limitation des armements et que toutes les nations s'étaient vues dans la pénible obligation de consacrer d'importants crédits à leur défense ». A cet égard, les décisions prises par le Gouvernement britannique sont caractéristiques.

La Belgique avait apporté à cette conférence une adhésion sans réserve. Le 11 février 1933, M. Hymans avait exposé en ces termes l'attitude de notre Gouvernement : « La Belgique, pays particulièrement exposé, et qui a souffert plus que d'autres de la guerre, est disposée à collaborer

(1) La Commission était composée de MM. Poncelet, président; Carton de Tournai, Carton de Wiart, David, Jaspar (Henri), Raemdonck, Sinzot, Van Cauwelaert, Van Dievoet, Winandy. — Balthazar, Brunfaut, N..., Fischer, Hubin, Huysmans, Piérard, Somerhausen, Troolet. — Jaspar (Marcel-Henri), Joris, Maistriau.

BEGROOTING
van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken
en Buitenlandschen Handel voor het dienstjaar 1936.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE
ZAKEN (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER JASPAR (M.-H.).

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De begrooting van Buitenlandsche Zaken werd, op 11 Februari 1936, door den Senaat goedgekeurd, na het voorwerp te zijn geweest van een lang en merkwaardig verslag van de hand van den achtbaren heer Segers. Het leek ons onnoodig, hier opnieuw te herhalen wat door den achtbaren verslaggever in uitmuntende bewoordingen werd gezegd, in een nauwkeurig overzicht van de evolutie der wereldpolitiek tijdens dit jaar. De heer Segers en de Commissie van den Senaat nemen akte van de voorvallen waardoor het Stresa-front aan 't wankelen werd gebracht. Voor ons land is dit een feit hetwelk onze zeer bijzondere aandacht verdient, temeer daar wij ongelukkiglijk door de omstandigheden er zijn toegebracht, de teleurstelling te moeten boeken van de verwachtingen der ontwapenings-conferentie. De Commissie van den Senaat stelt vast « dat geen enkel akkoord mogelijk was tusschen de mogendheden betreffende de bewapening en dat al de Naties in de pijnlijke verplichting verkeerden aanzienlijke kredieten aan hun verdediging te besteden ». Te dien opzichte, zijn de door de Britsche Regeering getroffen beslissingen kenschetsend.

België had op die Conferentie zijn instemmig betoond, zonder voorbehoud.

De heer Hymans zette, op 11 Februari, het standpunt van België uiteen in dezer voege :

« België dat bijzonder blootgesteld is en dat meer dan

(1) De Commissie bestond uit de heeren Poncelet, voorzitter; Carton de Tournai, Carton de Wiart, David, Jaspar (Henri), Raemdonck, Sinzot, Van Cauwelaert, Van Dievoet, Winandy. — Balthazar, Brunfaut, N..., Fischer, Hubin, Huysmans, Piérard, Somerhausen, Troolet. — Jaspar (Marcel-Henri), Joris, Maistriau.

sincèrement et efficacement à toute solution d'entente qui amènerait une réduction progressive et réciproque des armements, sans porter atteinte à sa sécurité. Elle accueille favorablement la prohibition des armes les plus meurtrières comme les avions de bombardement, l'abolition de la guerre chimique et la protection des populations civiles. Elle insiste sur le contrôle international des armements. D'autre part, elle n'entend pas renoncer aux instruments militaires, indispensables pour défendre son indépendance, en cas de menaces ou d'agression. »

» L'article 8 du Pacte met la réduction des armements en rapport direct avec les besoins de la sécurité. La Belgique compte se tenir à cette relation indispensable. Le désarmement matériel n'est possible qu'en fonction du désarmement moral. »

Dans le rapport qu'il fit en 1933 sur le budget des Affaires étrangères, l'honorable M. Van Cauwelaert fit un exposé fort complet du problème. Il concluait en ces termes : « Le désarmement progressif et universel a été un des grands espoirs que la Société des Nations a fait naître et la confiance des peuples se trouverait profondément troublée si treize années d'efforts devaient se terminer sur un aveu d'impuissance... »

M. Van Cauwelaert, en 1933 et en 1934, à la Commission de la Chambre, M. Segers, récemment au Sénat, n'ont cessé de traduire l'inquiétude de la nation.

Cette inquiétude s'est exprimée une nouvelle fois à la Commission de la Chambre. Des membres particulièrement qualifiés ont, une fois de plus, attiré l'attention du Gouvernement sur le réarmement intensif de l'Allemagne; à cet égard, il convient de souligner l'unanimité des membres de la Commission.

II.

La politique extérieure de notre pays est déterminée par son statut international. A cet égard, il importe de souligner une fois de plus, que le statut de 1936 n'est plus celui de 1914. La Belgique n'est plus une puissance dont la neutralité est garantie par des conventions internationales. La violation de cette neutralité en 1914 a aboli le système conventionnel de 1839. Les Traités de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon ont enregistré l'acquiescement de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie à l'abrogation des Traités de 1839. La Belgique a accompli des actes et contracté des engagements inconciliables avec la neutralité perpétuelle. Le Pacte de Genève est d'ailleurs incompatible avec un statut de cette nature et le Pacte rhénan « constate l'abrogation des traités de neutralisation de la Belgique ».

andere landen van den oorlog te lijden gehad heeft, is er toe bereid openhartige en doelmatige medewerking te verlenen aan alle transactieoplossing waardoor een geleidelijke en wederkerige inkrimping der bewapening zou kunnen tot stand komen zonder zijn veiligheid in gevaar te brengen. Het is gunstig gestemd voor het verbod van de meest moorddadige wapenen, zooals bombardementsvliegtuigen, het verbod van den scheikundigen oorlog en de beveiliging der burgerbevolking. Het dringt aan op internationaal toezicht op de reglementeering van de bewapening. Het is er, anderzijds, niet voor te vinden de verweermiddelen prijs te geven, die onmisbaar zijn voor de verdediging van zijn onafhankelijkheid in geval van bedreiging of aanval. »

» Volgens artikel 8 van het Pact, staat de inkrimping der bewapening in rechtstreeksche verhouding tot de behoeften in zake veiligheid. Het ligt in het voornemen van België van dit onmisbaar verband niet af te wijken. Materieele ontwapening is echter niet mogelijk zonder moreele ontwapening. »

In het verslag dat hij, in 1933, heeft opgemaakt over de begroting van buitenlandsche zaken, gaf de achtbare heer Van Cauwelaert eene zeer volledige uiteenzetting van dit vraagstuk. Hij besloot in volgende bewoordingen : « De progressieve en algemeene ontwapening was eene der grootste verwachtingen van den Volkenbond, en het vertrouwen der volkeren zou diep geschokt worden, moesten dertien jaren van krachtsinspanning uitloopen op eene bekentenis van onmacht. »

De heer Van Cauwelaert, in 1933 en in 1934, in de Commissie van de Kamer, de heer Segers, onlangs in den Senaat, hebben niet nagelaten de onrust van het land te vertolken.

Die onrust werd nogmaals geuit in de Kamercommissie. Bijzonder bevoegde leden hebben, eens te meer, de aandacht der Regeering gevestigd op de intensieve herbewapening van Duitschland; te dien opzichte, dient gewezen op de eensgezindheid van de leden der Commissie.

II.

De buitenlandsche politiek van ons land wordt bepaald door zijn internationaal statuut. In dit verband, moet er nogmaals op gewezen worden dat het statuut van 1936 niet meer dit van 1914 is. België is geen mogendheid meer, welker neutraliteit door internationale overeenkomsten gewaarborgd wordt. De schending van deze neutraliteit, in 1914, heeft het in 1839 opgebouwde stelsel vernietigd. De Verdragen van Versailles, Saint-Germain en Trianon bevatten de instemming van Duitschland, Oostenrijk en Hongarije voor de opheffing van de Verdragen van 1839, België heeft daden gesteld en verbintenissen aangegaan welke niet overeen te brengen zijn met de eeuwigdurende neutraliteit. Trouwens, het Pact van Genève is onverenigbaar met een statuut van dezen aard en het Rijnpact « stelt de opheffing van de verdragen vast, waarbij België onzijdig verklaard werd ».

La Belgique a, de plus, assumé des obligations internationales dont les plus importantes constituent :

- 1° Le Pacte de Genève;
- 2° Le Pacte rhénan.

Tous deux ont été suffisamment commentés, mais il importe, dans les circonstances actuelles d'en rappeler les caractéristiques essentielles.

L'article 10 du Pacte constitue la caractéristique essentielle du Covenant. Il stipule, en effet, que : « Les Membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale et l'indépendance politique présente de tous les Membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation ».

Ce principe trouve son application :

1° A l'article 12 qui soumet tous conflits éventuels soit à l'arbitrage ou au règlement judiciaire soit à l'examen du Conseil de la Société des Nations;

2° A l'article 13 qui tend à déférer les différends juridiques au règlement arbitral ou judiciaire;

3° A l'article 15 qui indique la procédure à suivre pour régler les litiges soumis non au règlement arbitral ou judiciaire mais à l'examen du Conseil de la Société des Nations; enfin :

4° A l'article 16, qui prévoit des sanctions contre tout Etat qui recourrait à la guerre en violation des engagements inscrits aux articles précédents.

C'est en vertu de ces textes, que le Gouvernement belge a adopté la politique qu'il suit à l'égard du conflit italo-éthiopien. M. le Premier Ministre, à la Chambre, M. Segers, au Sénat, ont eu l'honneur de donner à cet égard toutes les explications nécessaires et le 26 novembre 1935 la Chambre des Représentants, par 128 voix contre 5 et 22 abstentions, s'associa à la politique du Gouvernement. Mais en vertu de l'article 15, alinéa 7, conçu comme suit : « Dans le cas où le Conseil ne réussit pas à faire accepter son rapport par tous ses membres autres que les représentants de toute Partie au différend, les Membres de la Société se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire pour le maintien du droit et de la justice. »

Si le Conseil de la Société des Nations ne réussit pas à faire accepter ses conclusions par tous ses Membres, ceux-ci se réservent le droit d'agir comme ils le jugeront nécessaire.

C'était là, dans l'organisation de la paix occidentale, une grave lacune. Elle fut comblée par le Pacte rhénan de Locarno que l'honorable M. Van Cauwelaert qualifiait en 1926 « d'événement diplomatique le plus important et selon toutes apparences aussi le plus heureux qui se soit accompli depuis le Traité de Versailles ». — « Sans doute, poursuivait-il, seul l'avenir décidera de la valeur réelle

Daarenboven heeft België internationale verplichtingen op zich genomen waarvan de voornaamste zijn :

- 1° Het Pact van Genève;
- 2° Het Rijnpact.

Beide werden reeds genoeg toegelicht, maar in de huidige omstandigheden heeft het zijn belang nog eens aan de voornaamste kenmerken te herinneren.

Artikel 10 van het Pact is de hoofdbepaling van het Covenant. Inderdaad, het bepaalt dat : « de leden van den Bond zich verplichten de territoriale ongeschondenheid en de bestaande staatkundige onafhankelijkheid van alle leden van den Bond te eerbiedigen en te handhaven tegen alle buitenlandsche aanvallen. Ingeval van aanval, bedreiging of gevaar van aanval, neemt de Raad maatregelen om het nakomen dezer verplichting te verzekeren ».

Dit beginsel vindt zijn toepassing :

1° in artikel 12 hetwelk al de eventuele geschillen hetzij aan een scheidsrechterlijke of gerechtelijke uitspraak onderwerpt, hetzij aan het onderzoek van den Raad van den Volkenbond;

2° in artikel 13 hetwelk voor doel heeft de juridische geschillen aan de scheidsrechterlijke of gerechtelijke uitspraak te onderwerpen;

3° in artikel 15 dat den weg aanduidt voor de regeling van de geschillen welke niet aan de scheidsrechterlijke of gerechtelijke uitspraak onderworpen werden, maar wel aan het onderzoek van den Raad van den Volkenbond;

4° in artikel 16 dat sancties voorziet tegen iederen Staat welke zijn toevlucht nemen mocht tot den oorlog, in strijd met de verplichtingen welke in de vorige artikelen besloten liggen.

Op grond van deze teksten, besloot de Belgische Regeering tot de politiek welke zij volgt ten opzichte van het Italiaansch-Ethiopisch geschil. De Eerste-Minister, in de Kamer, de heer Segers, in den Senaat, hadden de eer hierover al de gewenschte inlichtingen te verstreken en, op 26 November 1935, sloot de Kamer der Volksvertegenwoordigers zich met 128 stemmen tegen 5 en 22 onthoudingen aan bij de politiek der Regeering. Maar op grond van artikel 15, alinea 7 luidende : « Ingeval het den Raad niet gelukt zijn verslag door al zijn leden, buiten de Vertegenwoordigers van de bij het geschil betrokken Partijen te doen aannemen, behouden de leden van den Bond zich het recht voor te handelen zooals zij het tot de bescherming van recht en gerechtigheid noodig achten. »

Indien de Raad van den Volkenbond er niet in slaagt zijn besluiten door al zijn leden te doen aanvaarden, dan behouden dezen zich het recht voor te handelen naar goedvinden.

Zulks was een groote leemte voor de inrichting van den vrede in West-Europa. Zij werd aangevuld door het Rijnpact van Locarno dat de achtbare heer Van Cauwelaert in 1926 omschreef : « de meest belangrijke en wellicht ook de heilzaamste diplomatieke gebeurtenis die sedert het Verdrag van Versailles op den voorgrond getreden is ».

« Ongetwijfeld, zoo ging hij voort, zal alleen de toe-

de ces nouveaux accords, mais les espérances et la joie qu'ils ont pu réveiller dans un monde désabusé et las de souffrir témoignent en faveur de l'esprit qui les a fait naître » et l'honorable rapporteur soulignait que la Belgique ayant perdu son ancien caractère de neutralité conventionnelle « ne pouvait se soustraire aux principes de l'aide mutuelle qui constitue un des traits essentiels et nouveaux du Pacte rhénan ».

Il a paru utile à votre rapporteur de reproduire ci-dessous les stipulations du Pacte rhénan :

**Traité entre l'Allemagne, la Belgique, la France,
la Grande-Bretagne et l'Italie.**

(Pacte rhénan.)

Le Président de l'Empire allemand, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République française, Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi d'Italie;

Soucieux de satisfaire au désir de sécurité et de protection qui anime les nations qui ont eu à subir le fléau de la guerre de 1914-1918;

Constatant l'abrogation des traités de neutralisation de la Belgique, et conscients de la nécessité d'assurer la paix dans la zone qui a été si fréquemment le théâtre des conflits européens;

Et également animés du sincère désir de donner à toutes les Puissances signataires intéressées des garanties complémentaires dans le cadre du Pacte de la Société des Nations et des Traités en vigueur entre elles;

Ont résolu de conclure un Traité à ces fins et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes garantissent individuellement et collectivement, ainsi qu'il est stipulé dans les articles ci-après, le maintien du statu quo territorial résultant des frontières entre l'Allemagne et la Belgique et entre l'Allemagne et la France, et l'inviolabilité des dites frontières telles qu'elles sont fixées par ou en exécution du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919, ainsi que l'observation des dispositions des articles 42 et 43 du dit Traité, concernant la zone démilitarisée.

ARTICLE 2.

L'Allemagne et la Belgique, et de même l'Allemagne et la France, s'engagent réciproquement à ne se livrer, de

komst uitwijzen in hoeverre deze nieuwe overeenkomsten werkelijke waarde hebben gehad, doch de blijde verwachtingen die zij bij eene ontgoochelde en lijdensmoeë samenleving hebben verwekt, pleiten ten voordeele van den geest die deze overeenkomsten heeft bezielde », en de achtbare verslaggever wees er op dat België, nu het zijn vroegeren status van gewaarborgde neutraliteit verloren had « zich niet onttrekken mag aan het beginsel van wederzijdsche hulp die een der hoofdzakelijke en nieuwe bestanddeelen van het Rijnpact is ».

Uw verslaggever oordeelde het nuttig hieronder de bepalingen van het Rijnpact weer te geven :

**Verdrag tusschen Duitschland, België, Frankrijk,
Groot-Brittannië en Italië.**

(Rijnpact.)

De President van het Duitse Rijk, Zijne Majesteit de Koning der Belgen, De President der Fransche Republiek, Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Ierland en van de overzeesche Britsche gebieden, Keizer van Indië, Zijne Majesteit de Koning van Italië;

Bekommerd om te voldoen aan den wensch naar veiligheid en bescherming die de volkeren bezielt welke geleden hebben onder den geensel van den oorlog 1914-1918;

De opheffing vaststellend der verdragen waarbij België onzijdig werd verklaard en bewust van de noodzakelijkheid den vrede te verzekeren in de zone die zoo vaak het looneel der Europeesche conflicten geweest is;

En evenzeer bezielde met den oprechten wensch aan al de belanghebbende onderteekenende Mogendheden aanvullende waarborgen te geven binnen de grenzen van het Pact van den Volkenbond en de tusschen hen van kracht zijnde verdragen;

Hebben besloten te dien einde een Verdrag aan te gaan en hebben hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm erkende volmachten uitgewisseld te hebben aangaande volgende beschikkingen, overeengekomen zijn :

EERSTE ARTIKEL.

De Hooge Verdragsluitende Partijen waarborgen voor zich en gemeenschappelijk, zooals in de navolgende artikelen bepaald is, de handhaving van het territoriaal statu quo voortvloeiend uit de grenzen tusschen Duitschland en België en tusschen Duitschland en Frankrijk, en de onschendbaarheid van gezegde grenzen zooals deze bepaald zijn door of in uitvoering van het Vredesverdrag op 28 Juni 1919 te Versailles onderteekend, alsmede de naleving der beschikkingen van artikelen 42 en 43 van gezegd Verdrag betreffende de gedemilitariseerde zone.

ARTIKEL 2.

Duitschland en België, en evenzoo Duitschland en Frankrijk, gaan de wederzijdsche verbintenis aan van beide kan-

part et d'autre, à aucune attaque ou invasion et à ne recourir, de part et d'autre, en aucun cas, à la guerre.

Toutefois, cette stipulation ne s'applique pas s'il s'agit :

1° De l'exercice du droit de légitime défense, c'est-à-dire de s'opposer à une violation de l'engagement de l'alinéa précédent ou à une contravention flagrante aux articles 42 ou 43 du dit Traité de Versailles lorsqu'une telle contravention constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison du rassemblement des forces armées dans la zone démilitarisée une action immédiate est nécessaire;

2° D'une action en application de l'article 16 du Pacte de la Société des Nations;

3° D'une action en raison d'une décision prise par l'Assemblée ou par le Conseil de la Société des Nations, ou en application de l'article 15, alinéa 7, du Pacte de la Société des Nations, pourvu que dans ce dernier cas cette action soit dirigée contre un Etat qui, le premier s'est livré à une attaque.

ARTICLE 3.

Prenant en considération les engagements respectivement pris par elles dans l'article 2 du présent Traité, l'Allemagne et la Belgique et l'Allemagne et la France s'engagent à régler par voie pacifique et de la manière suivante toutes questions de quelque nature qu'elles soient, qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pu être résolues par les procédés diplomatiques ordinaires.

Toutes questions au sujet desquelles les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumises à des juges à la décision desquels les parties s'engagent à se conformer.

Toute autre question sera soumise à une commission de conciliation et, si l'arrangement proposé par cette commission n'est pas agréé par les deux parties, la question sera portée devant le conseil de la Société des Nations statuant conformément à l'article 15 du Pacte de la Société.

Les modalités de ces méthodes de règlement pacifique sont l'objet de conventions particulières signées en date de ce jour.

ARTICLE 4.

1° Si l'une des Hautes Parties contractantes estime qu'une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 et 43 du Traité de Versailles a été ou est commise, elle portera immédiatement la question devant le conseil de la Société des Nations;

2° Dès que le conseil de la Société des Nations aura constaté qu'une telle violation ou contravention a été commise, il en donnera sans délai avis aux Puissances signataires du présent Traité, et chacune d'elles s'engage à pré-

ten niet over te gaan tot eenigen aanval of inval en van beide kanten in geen geval tot den oorlog hunne toevlucht te nemen.

Echter is deze bepaling niet van toepassing wanneer het gaat om :

1° De uitoefening van het recht van wettige zelfverdediging, dat is te zeggen het zich verzetten tegen eene schending der verbintenis van voorgaande alinea of tegen eene klaarblijkelijke overtreding van artikelen 42 of 43 van gezegd Verdrag van Versailles wanneer een dergelijke overtreding een niet uitgelokte aanvalsdaad uitmaakt en wanneer wegens het verzamelen van strijdkrachten in de gedemilitariseerde zone een onmiddellijk optreden noodig is;

2° Eene actie bij toepassing van artikel 16 van het Pact van den Volkenbond;

3° Eene actie die het gevolg is van een besluit genomen door de Vergadering of door den Raad van den Volkenbond, of die geschiedt bij toepassing van artikel 15, alinea 7, van het Pact van den Volkenbond, mits in dit laatste geval deze actie gericht weze tegen een Staat die het eerst tot een aanval overging.

ARTIKEL 3.

De verbintenissen in overweging nemend respectievelijk door hen in artikel 2 van dit Verdrag aangegaan, verbinden Duitschland en België, en Duitschland en Frankrijk er zich toe op vredelievende wijze en op de volgende manier alle kwesties van welken aard ook te regelen, die hen zouden verdeelen en langs den gewonen diplomatieken weg niet konden opgelost worden.

Alle kwesties nopens dewelke de partijen zich wederzijds een recht zouden betwisten, zullen onderworpen worden aan rechters wier uitspraak de partijen de verbintenis aangaan na te komen.

Elke andere kwestie zal aan een verzoeningscommissie worden onderworpen en, indien de door bedoelde commissie voorgestelde regeling door beide partijen niet aanvaard wordt, zal de kwestie aanhangig gemaakt worden bij den Raad van den Volkenbond, die in overeenstemming met artikel 15 van het Pact van den Bond uitspraak zal doen.

De modaliteiten dezer methoden van vreedzame regeling maken het voorwerp uit van bijzondere overeenkomsten onderteekend op datum van heden.

ARTIKEL 4.

1° Indien eene der Hooge Verdragshuitende Partijen oordeelt dat er eene schending van artikel 2 van dit Verdrag of eene overtreding der artikelen 42 en 43 van het Verdrag van Versailles, werd of wordt begaan, zal zij de kwestie onmiddellijk aan den Raad van den Volkenbond onderwerpen;

2° Zoodra de Raad van den Volkenbond zal vastgesteld hebben dat er eene dergelijke schending of overtreding werd begaan, zal hij er onverwijld kennis van geven aan de Mogendheden welke dit Verdrag onderteekend hebben

ter, en pareil cas, immédiatement son assistance à la Puissance contre laquelle l'acte incriminé aura été dirigé.

3° En cas de violation flagrante de l'article 2 du présent Traité ou de contravention flagrante aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles par l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des autres Puissances contractantes s'engage, dès à présent, à prêter immédiatement son assistance à la partie contre laquelle une telle violation ou contravention aura été dirigée dès que la dite Puissance aura pu se rendre compte que cette violation constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison soit du franchissement de la frontière, soit de l'ouverture des hostilités ou du rassemblement des forces armées dans la zone démilitarisée, une action immédiate est nécessaire. Néanmoins, le conseil de la Société des Nations, saisi de la question conformément au premier paragraphe du présent article, fera connaître le résultat de ses constatations. Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en pareil cas, à agir en conformité avec les recommandations du Conseil qui auraient recueilli l'unanimité des voix, à l'exclusion des voix des représentants des Parties engagées dans les hostilités.

ARTICLE 5.

La stipulation de l'article 3 du présent Traité est placée sous la garantie des Hautes Parties contractantes, ainsi qu'il est prévu ci-après :

Si l'une des Puissances mentionnées à l'article 3 refuse de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une décision arbitrale ou judiciaire et commet une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles, les dispositions de l'article 4 du présent Traité s'appliqueront.

Dans le cas où, sans commettre une violation de l'article 2 du présent Traité ou une contravention aux articles 42 ou 43 du Traité de Versailles, une des Puissances mentionnées à l'article 3 refuserait de se conformer aux méthodes de règlement pacifique ou d'exécuter une décision arbitrale ou judiciaire, l'autre partie saisira le Conseil de la Société des Nations, qui proposera les mesures à prendre; les Hautes Parties contractantes se conformeront à ces propositions.

ARTICLE 6.

Les dispositions du présent Traité ne portent pas atteinte aux droits et obligations résultant pour les Hautes Parties contractantes du Traité de Versailles, ainsi que des arrangements complémentaires, y compris ceux signés à Londres, le 30 août 1924.

en elke dezer verplicht zich, in dergelijk geval, onmiddellijk hare hulp te verleenen aan de Mogendheid tegen dewelke de gewraakte handeling gericht werd;

3° In geval van klaarblijkelijke schending van artikel 2 van dit Verdrag of van klaarblijkelijke overtreding van artikelen 42 of 43 van het Verdrag van Versailles door eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, neemt reeds thans iedere der andere Verdragsluitende Mogendheden de verplichting op zich onmiddellijk hare hulp te verleenen aan de Partij tegen dewelke eene dergelijke schending of overtreding gericht werd, zoodra gezegde Mogendheid zal kunnen vaststellen hebben dat deze schending eene niet-uitgelokte aanvaldaad uitmaakt en dat om reden, hetzij van de overschrijding der grens, hetzij van het openen der vijandelijkheden of het samentrekken van strijdkrachten in de gedemilitariseerde zone, eene onmiddellijke actie noodzakelijk is. Niettemin zal de Raad van den Volkenbond, bij wien, overeenkomstig de eerste paragraaf van dit artikel, de kwestie afhankelijk gemaakt werd, den uitslag zijner vaststellingen doen kennen. De Hooge Verdragsluitende Partijen verplichten zich in dergelijk geval te handelen in overeenkomst met de aanbevelingen van den Raad, wanneer deze aanbevelingen de algemeenheid der stemmen, met uitsluiting der stemmen van de vertegenwoordigers der in de vijandelijkheden betrokken Partijen, op zich zouden vereenigd hebben.

ARTIKEL 5.

De bepaling van artikel 3 van dit Verdrag wordt onder den waarborg der Hooge Verdragsluitende Partijen gesteld, zooals hieronder wordt voorzien :

Indien eene der in artikel 3 vermelde Mogendheden weigert zich naar de methoden van vreedzame regeling te schikken of een scheidsrechterlijk of rechterlijk besluit uit te voeren en eene schending van artikel 2 van dit Verdrag of eene overtreding van artikelen 42 of 43 van het Verdrag van Versailles begaat, zullen de beschikkingen van artikel 4 van dit Verdrag van toepassing zijn.

In geval, zonder eene schending van artikel 2 van dit Verdrag of eene overtreding van artikelen 42 of 43 van het Verdrag van Versailles te begaan, eene der in artikel 3 vermelde Mogendheden weigeren zou zich naar de methoden van vreedzame regeling te schikken, of een scheidsrechterlijke of rechterlijke besluit uit te voeren, zal de andere Partij de aangelegenheid voor den Raad van den Volkenbond brengen, die de te treffen maatregelen zal voorstellen; de Hooge Verdragsluitende Partijen zullen deze voorstellen opvolgen.

ARTIKEL 6.

De beschikkingen van dit Verdrag doen geen afbreuk aan de rechten en verplichtingen voortspruitend, voor de Hooge Verdragsluitende Partijen, uit het Verdrag van Versailles, alsook uit de aanvullende overeenkomsten, met inbegrip van deze die, op 30 Augustus 1924, te Londen ondertekend werd.

ARTICLE 7.

Le présent Traité, destiné à assurer le maintien de la paix et conforme au pacte de la Société des Nations, ne pourra être interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

ARTICLE 8.

Le présent Traité sera enregistré à la Société des Nations conformément au pacte de la Société. Il restera en vigueur jusqu'à ce que, sur la demande de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes notifiée aux autres Puissances signataires trois mois d'avance, le Conseil, votant à la majorité des deux tiers au moins, constate que la Société des Nations assure aux Hautes Parties contractantes des garanties suffisantes et le Traité cessera alors ses effets à l'expiration d'un délai d'une année.

ARTICLE 9.

Le présent Traité n'imposera aucune obligation à aucun des Dominions britanniques ou à l'Inde, à moins que le Gouvernement de ce Dominion ou de l'Inde ne signifie qu'il accepte ces obligations.

ARTICLE 10.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront déposées à Genève dans les archives de la Société des Nations aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur dès que toutes les ratifications auront été déposées et que l'Allemagne serait devenue membre de la Société des Nations.

Le présent Traité, fait en un seul exemplaire, sera déposé aux archives de la Société des Nations dont le Secrétaire général sera prié de remettre à chacune des Hautes Parties contractantes des copies certifiées conformes.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Locarno le 16 octobre 1925.

« Par l'article 1^{er} du Pacte rhénan, toutes les Parties » contractantes garantissent individuellement et collecti- » vement : 1° le maintien du statu quo territorial résultant » des frontières entre l'Allemagne et la Belgique et entre » l'Allemagne et la France; 2° l'inviolabilité des dites » frontières telles qu'elles sont fixées par ou en exécution » du Traité de paix signé à Versailles le 28 juin 1919; » 3° l'observation des dispositions des articles 42 et 43 du » dit Traité concernant la zone démilitarisée. L'Allemagne » et la Belgique, et de même l'Allemagne et la France, » s'engagent réciproquement (art. 2) à ne se livrer de part » et d'autre à aucune attaque ou invasion et à ne recourir

ARTIKEL 7.

Dit Verdrag dat bestemd is om het behoud van den Vrede te verzekeren en in overeenkomst is met het Pact van den Volkenbond, mag niet worden uitgelegd als beperkende de taak van den Bond, die bestaat in het nemen van maatregelen welke van aard zijn om op doelmatige wijze den wereldvrede te vrijwaren.

ARTIKEL 8.

Dit Verdrag zal bij den Volkenbond geregistreerd worden overeenkomstig het Pact van den Bond. Het zal van kracht blijven totdat, op verzoek van de eene of de andere der Hooge Verdragsluitende Partijen, welk verzoek drie maanden op voorhand aan de andere ondertekenende Mogendheden dient te worden bekendgemaakt, de Raad, bij eene meerderheid van ten minste twee derden der stemmen, vaststelt dat de Volkenbond aan de Hooge Verdragsluitende Partijen voldoende waarborgen verzekert, en het Verdrag zal alsdan buiten werking treden, bij het verstrijken van een tijdperk van een jaar.

ARTIKEL 9.

Dit Verdrag legt geene verplichting op aan eenig Britsch Dominion, noch aan Indië, tenzij de Regeering van dit Dominion of van Indië verklaart dat zij deze verplichtingen aanvaardt.

ARTIKEL 10.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden en de bekrachtigingen zullen te Geneve in het archief van den Volkenbond worden nedergelegd, zoodra zulks mogelijk zal zijn.

Het zal in werking treden zoohaast alle bekrachtigingen zullen nedergelegd zijn en Duitschland lid van den Volkenbond zal geworden zijn.

Dit Verdrag, opgemaakt in een enkel exemplaar, zal in het archief van den Volkenbond nedergelegd worden, en de algemeene Secretaris zal verzocht worden aan ieder der Verdragsluitende Partijen eensluidend verklaarde afschriften te overhandigen.

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde Gevolmachtigden dit Verslag hebben onderteeekend.

Gedaan te Locarno, den 16^{en} October 1925.

« Door het eerste artikel van het Rijnpact waarborgen » al de Verdragsluitende Partijen, elk voor zich en gemeen- » schappelijk : 1° de handhaving van het territoriaal status » quo voortvloeiend uit de grenzen tusschen Duitschland en » België en tusschen Duitschland en Frankrijk; 2° de on- » schendbaarheid van gezegde grenzen zooals deze bepaald » zijn door of in uitvoering van het Vredesverdrag op » 28^{en} Juni 1919 te Versailles onderteekend, alsmede 3° de » naleving der beschikkingen van artikelen 42 en 43 van » gezegd Verdrag betreffende de gedemilitariseerde zone. » Duitschland en België en evenzoo Duitschland en Frank- » rijk gaan de wederzijdsche verbintenis aan (art. 2), van

» de part et d'autre, en aucun cas à la guerre. Toutefois,
 » cette stipulation ne s'applique pas s'il s'agit : 1° de
 » l'exercice du droit de légitime défense (c'est-à-dire de
 » s'opposer à une violation de l'engagement précédent ou
 » à une contravention flagrante aux articles 42 ou 43 du
 » Traité de Versailles, lorsqu'une telle contravention con-
 » stitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison
 » du rassemblement de forces armées dans la zone démili-
 » tarisée, une action immédiate est nécessaire); 2° d'une
 » action en application de l'article 16 du Pacte de la So-
 » ciété des Nations; 3° d'une action en raison d'une déci-
 » sion de l'assemblée ou du conseil de la dite Société;
 » 4° d'une action en application de l'article 15, alinéa 7,
 » du Pacte de la Société des Nations, pourvu que, dans ce
 » dernier cas, cette action soit dirigée contre un Etat qui,
 » le premier, s'est livré à une attaque.

» Par l'article 3, l'Allemagne et la Belgique et l'Allema-
 » gne et la France s'engagent à régler leurs différends par
 » la voie pacifique.

» Le Pacte rhénan constitue donc une condamnation de
 » la guerre entre les contractants.

» Il complète sur deux points essentiels les garanties du
 » Pacte de la Société des Nations. D'abord, l'interdiction
 » de faire la guerre qu'il formule, s'applique même dans
 » l'éventualité où le Pacte de Genève admet qu'une inter-
 » vention armée peut être légitime, c'est-à-dire lorsque,
 » connaissant d'un conflit, le conseil de la Société des Na-
 » tions ne s'est pas trouvé unanime (art. 15, al. 7), (hor-
 » mis le cas réservé où il s'agit d'une action contre un
 » Etat qui, le premier, s'est livré à une attaque). Ensuite,
 » le Pacte rhénan stipule aide immédiate à la victime en
 » cas de violation flagrante des engagements pris (art. 4) ».

Un membre a attiré l'attention de l'honorable Ministre
 des Affaires étrangères sur l'attitude qu'adopterait la Bel-
 gique en cas de remilitarisation de la région rhénane. Celle-
 ci est soumise au régime organisé par les articles 42 et 43
 du Traité de Versailles :

« ART. 42. — Il est interdit à l'Allemagne de maintenir
 » ou de construire des fortifications soit sur la rive gauche
 » du Rhin, soit sur la rive droite, à l'Ouest d'une ligne
 » tracée à 50 kilomètres à l'Est de ce fleuve.

» ART. 43. — Sont également interdits, dans la zone
 » définie à l'article 42, l'entretien ou le rassemblement de
 » forces armées, soit à titre permanent, soit à titre tem-
 » poraire, aussi bien que toutes manœuvres militaires de
 » quelque nature qu'elles soient et le maintien de toutes
 » facilités matérielles de mobilisation. »

En vertu du Pacte rhénan, une contravention à ces textes
 peut être dénoncée au conseil de la Société des Nations
 (art. 4, al. 1). Dès que celui-ci l'aura constatée, il en don-
 nera avis aux Puissances signataires du Pacte rhénan et
 chacune de celles-ci s'engage à prêter en pareil cas, immé-
 diatement son assistance à la Puissance contre laquelle
 l'acte incriminé aura été dirigé.

» inval en van beide kanten, in geen geval, tot den oorlog
 » hunne toevlucht te nemen. Echter is deze bepaling niet
 » van toepassing, wanneer het gaat om : 1° de uitoefening
 » van het recht van wettige zelfverdediging, dat is te zeg-
 » gen het zich verzetten tegen eene schending der verbinte-
 » nis van voorgaande alinea of tegen eene klaarblijkelijke
 » overtreding van artikelen 42 of 43 van gezegd Verdrag van
 » Versailles, wanneer een dergelijke overtreding een niet
 » uitgelokte aanvalsdaad uitmaakt en wanneer, wegens
 » het verzamelen van strijdkrachten in de gedemilitari-
 » seerde zone, een onmiddellijk optreden noodig is; 2° eene
 » actie bij toepassing van artikel 16 van het Pact van den
 » Volkenbond; 3° eene actie die het gevolg is van een be-
 » luit genomen door de Vergadering of door den Raad van
 » den Volkenbond; 4° eene actie bij toepassing van artikel
 » 15, alinea 7, van het Pact van den Volkenbond, mits, in
 » dit laatste geval, deze actie gericht weze tegen een Staat
 » die het eerst tot een aanval overging.

» Bij artikel 3, gaan Duitschland en België en Duitsch-
 » land en Frankrijk de verbintenis aan hun geschillen op
 » vreedzame wijze te regelen.

» Bijgevolg, is het Rijnpact de veroordeeling van den
 » oorlog tusschen de Verdragsluitende Partijen.

» Het vult op twee gewichtige punten de waarborgen
 » aan van het Pact van den Volkenbond. Vooreerst is het
 » verbod oorlog te voeren zelfs toepasselijk in het geval
 » waarin het Pact van Genève aanneemt dat gewapende
 » tusschenkomst gewettigd zijn kan, 't is te zeggen, wan-
 » neer bij kennisneming van een geschil, de Raad van den
 » Volkenbond het niet eens werd (art. 15, al. 7), behalve
 » in het voorbehouden geval waarin het gaat over een actie
 » tegen een Staat die het eerst tot den aanval overging.
 » Vervolgens, voorziet het Rijnpact onmiddellijken bijstand
 » aan het slachtoffer in geval van klaarblijkelijke schen-
 » ding van de aangegane verbintenissen (art. 4). »

Een lid vestigde de aandacht van den achtbaren Minister
 van Buitenlandsche Zaken op de houding welke België
 aannemen zou in geval van « remilitarisatie » van het
 Rijnland. Deze valt onder het stelsel voorzien in artike-
 len 42 en 43 van het Verdrag van Versailles :

« ART. 42. — Het is aan Duitschland verboden vestingen
 » te behouden of op te richten, hetzij op den linkeroever
 » van den Rijn, hetzij op den rechteroever, ten Westen van
 » een lijn getrokken, op 50 kilometer ten Oosten van dezen
 » stroom.

» ART. 43. — Zijn insgelijks verboden, in de in arti-
 » kel 42 omschreven landstrook, het onderhouden of het
 » vereenigen van strijdkrachten, hetzij blijvend, hetzij
 » tijdelijk, zoowel als alle militaire bewegingen van wel-
 » ken aard ook, en het behouden van alle materiele mobi-
 » lisatiemiddelen. »

Krachtens het Rijnpact, mag eene overtreding van die
 teksten aan den Raad van den Volkenbond onderworpen
 worden (art. 4, al. 1). Zoodra deze dit zal hebben vast-
 gesteld, zal hij er onverwijld kennis van geven aan de
 Mogendheden welke het Rijnpact onderteeekend hebben,
 en elk dezer verplicht zich, in dergelijk geval, onmiddellijk
 hare hulp te verleen en aan de Mogendheid tegen de-
 welke de gewraakte handeling gericht werd.

« En cas de violation flagrante de l'article 2 du présent
 » Traité (Pacte rhénan) ou de contravention flagrante aux
 » articles 42 ou 43 du Traité de Versailles par l'une des
 » Hautes Parties contractantes, chacune des autres Puissances contractantes s'engage dès à présent à prêter
 » immédiatement son assistance à la partie contre laquelle
 » une telle violation ou contravention aura été dirigée, dès
 » que la dite Puissance aura pu se rendre compte que
 » cette violation constitue un acte non provoqué d'agression et qu'en raison, soit du franchissement de la frontière, soit de l'ouverture des hostilités ou du rassemblement des forces armées dans la zone démilitarisée, une
 » action immédiate est nécessaire. Néanmoins, le Conseil
 » de la Société des Nations, saisi de la question..., fera
 » connaître le résultat de ses constatations. Les Hautes
 » Parties contractantes s'engagent, en pareil cas, à agir
 » en conformité avec les recommandations du Conseil, qui
 » aurait recueilli l'unanimité des voix, à l'exclusion des
 » voix des représentants des parties engagées dans les
 » hostilités ».

Le 30 août 1929, à La Haye, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et la Belgique, signataires du Traité de Locarno, ont conclu une convention par laquelle elles s'engagent en cas d'atteinte aux articles 42 et 43, à porter leurs réclamations devant la Commission de conciliation créée en vertu des conventions d'arbitrage de Locarno.

Voici le texte de cet accord :

Accord relatif aux Commissions de conciliation franco-allemande et belgo-allemande instituées par les Traités de Locarno.

Les soussignés, dûment autorisés :

Vu les notes ci-annexées, échangées entre les Gouvernements belge, britannique et français, d'une part, et le Gouvernement allemand, d'autre part, en vue de l'évacuation, par les troupes belges, britanniques et françaises, des territoires rhénans occupés :

Constatent l'accord réalisé à ce sujet ;

Constatent qu'afin de faciliter, dans l'intérêt commun, le règlement amiable et pratique de toute difficulté qui puisse venir à s'élever entre la Belgique et l'Allemagne ou entre la France et l'Allemagne, relativement à l'observation des articles 42 et 43 du Traité de Versailles, les Gouvernements allemand, belge et français sont d'accord que la tâche d'amener un règlement amiable des dites difficultés soit accomplie par les Commissions organisées par les Conventions d'arbitrage conclues à Locarno, le 16 octobre 1925, par la Belgique et par la France avec l'Allemagne. Ces Commissions agiront conformément à la procédure, ainsi qu'avec les pouvoirs prévus par ces Conventions.

Si pareille difficulté vient à s'élever, elle sera soumise soit à la Commission germano-belge de conciliation, soit à la Commission germano-française de conciliation, selon que la difficulté se sera élevée entre la Belgique et l'Allemagne ou entre la France et l'Allemagne.

« In geval van klaarblijkelijke schending van artikel 2
 » van dit Verdrag (Rijnpact), of van klaarblijkelijke overtreding van artikelen 42 of 43 van het Verdrag van Versailles door eene der Hooge Verdragsluitende Partijen, neemt reeds thans iedere der andere Verdragsluitende Mogendheden de verplichting op zich onmiddellijk hare
 » hulp te verleen aan de Partij tegen dewelke eene dergelijke schending of overtreding gericht werd, zoodra gezegde Mogendheid zal kunnen vaststellen hebben dat deze
 » schending eene niet-uitgelokte aanvalsdad uitmaakt en dat om reden, hetzij van de overschrijding der grens, hetzij van het openen der vijandelijkheden of het samen-
 » trekken van strijdkrachten in de gedemilitariseerde zone, eene onmiddellijke actie noodzakelijk is. Niettemin zal de
 » Raad van den Volkenbond, bij wien, de kwestie ahangig gemaakt werd, den uitslag zijner vaststellingen doen kennen. De Hooge Verdragsluitende Partijen verplichten zich in dergelijk geval te handelen in overeen-
 » komst met de aanbevelingen van den Raad, wanneer deze aanbevelingen de algemeenheid der stemmen, met uitsluiting der stemmen van de vertegenwoordigers der in
 » de vijandelijkheden betrokken Partijen, op zich zouden vereenigd hebben. »

Op 30 Augustus 1929, werd, te 's Gravenhage, tusschen Frankrijk, Engeland, Duitschland en België, onderteeke- naars van het Verdrag van Locarno, eene overeenkomst gesloten, bij dewelke zij de verbintenis aangingen, in geval van overtreding van artikelen 42 en 43, hunne klacht voor de *Verzoeningscommissie* te brengen, ingericht krachtens de arbitrage-verdragen van Locarno.

Ziehier den tekst van dit Verdrag :

Akkoord betreffende de Fransch-Duitsche en Belgisch-Duitsche Verzoeningscommissies, ingesteld door de Verdragen van Locarno.

De behoorlijk gemachtigde ondergeteekenden :

Gelet op de hierbij gevoogde nota's gewisseld tusschen de Belgische, Britsche en Fransche Regeeringen eenerzijds, en de Duitse Regeering anderzijds, met het oog op de ontruiming door de Belgische, Britsche en Fransche troepen van de bezette Rijngebieden :

Stellen de dienaangaande bereikte overeenkomst vast ;

Stellen vast dat, ten einde in aller belang de minnelijke en practische regeling te vergemakkelijken van elke moeilijkheid die tusschen België en Duitschland of tusschen Frankrijk en Duitschland zou kunnen oprijzen betreffende het naleven der artikelen 42 en 43 van het Verdrag van Versailles, de Duitse, Belgische en Fransche Regeeringen het er over eens zijn dat de taak om een minnelijke regeling van gezegde moeilijkheden te bereiken, zal volbracht worden door de Commissies ingesteld door de Arbitrage-Overeenkomsten gesloten te Locarno, op 16 October 1925, door België en door Frankrijk met Duitschland. Deze Commissies zullen handelen overeenkomstig de procedure en met de bevoegdheid voorzien door deze Overeenkomsten.

Ingeval dergelijke moeilijkheid oprijst, zal zij hetzij aan de Duitse-Belgische Verzoeningscommissie, hetzij aan de Duitse-Fransche Verzoeningscommissie onderworpen worden, naar gelang de moeilijkheid tusschen België en Duitschland of tusschen Frankrijk en Duitschland zal opgerezen zijn.

Cet Accord ne porte nulle atteinte aux dispositions générales applicables en tels cas et, notamment, sont réservés les pouvoirs généraux du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations et l'application éventuelle de l'article 213 du Traité de Versailles sur les investigations. Il est également entendu que chacune des Puissances signataires du Traité conclu à Locarno, le 16 octobre 1925, entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, conserve le droit de saisir, à tout moment, le Conseil de la Société des Nations de toute difficulté, conformément à l'article 4 du dit Traité.

Le présent Accord et l'Arrangement relatif à l'acceptation de principe du Plan du 7 juin 1929 sont réciproquement subordonnés l'un à l'autre.

Fait à La Haye, le 30 août 1929.

STRESEMANN,
Paul HYMANS,
Dino GRANDI,
Arthur HENDERSON,
Aristide BRIAND.

Pour nous rendre compte de la portée précise de nos engagements, ainsi que de l'esprit dans lequel fut ratifié par le Parlement belge le Pacte rhénan, il convient de s'en rapporter aux commentaires formulés en 1926 par le rapporteur : « Le Traité rhénan n'a pas, disait-il, le même champ d'application que notre ancien Traité de neutralité. En réalité, sa garantie ne s'applique qu'à notre frontière commune avec l'Allemagne telle quelle fut établie par le Traité de Versailles du 28 juin 1919 et à l'observation des articles du même Traité concernant la zone rhénane démilitarisée. Il ne prévoit rien au sujet de nos autres frontières. Mais s'il en est ainsi, c'est parce que à toute évidence, l'idée même d'un conflit armé avec la Grande-Bretagne ou avec la France au lendemain des épreuves terribles que nous avons affrontées ensemble apparaît comme une chose insensée. »

En 1933, l'honorable rapporteur, comme l'honorable M. Segers, soulignait la gravité du péril créé par les armements de l'Allemagne, en termes forts nets et définissait nettement la position internationale de la Belgique à cet égard : « Notre position nous impose à la fois la vigilance et la circonspection. Elle nous interdit toute action isolée et notre politique doit consister à suivre attentivement les manquements dont l'Allemagne pourrait se rendre coupable à l'égard des Traités existant et à nous associer, le cas échéant, aux démarches collectives auxquelles les griefs créés par le Gouvernement allemand pourraient donner lieu ».

En 1934, l'honorable rapporteur manifesta les mêmes préoccupations avec plus d'acuité encore.

Un membre souligna la continuité avec laquelle les rapporteurs de la Commission des Affaires étrangères avaient cru devoir souligner chaque année l'existence d'un danger menaçant la paix. Un autre membre pria l'honorable Mi-

Dit Akkoord doet geenszins afbreuk aan de in zulke gevallen toepasselijke algemeene beschikkingen en inzonderheid zijn voorbehouden de algemeene bevoegdheid van den Raad en van de Vergadering van den Volkenbond en de eventuele toepassing van artikel 213 van het Verdrag van Versailles betreffende de opsporingen. Het is eveneens verstaan dat elk der Mogendheden onderteekenaars van het Verdrag gesloten te Locarno, op 16 October 1925, tusschen Duitschland, België, Frankrijk, Groot-Brittannië en Italië, het recht behoudt op elk oogenblik elke moeilijkheid bij den Raad van den Volkenbond aanhangig te maken, overeenkomstig artikel 4 van gezegd Verdrag.

Dit Akkoord en de schikking betreffende de principieele aanneming van het Plan van 7 Juni 1929 zijn wederzijds ondergeschikt aan elkaar.

Gedaan te 's Gravenhage, den 30^{sten} Augustus 1929.

STRESEMANN,
Paul HYMANS,
Dino GRANDI,
Arthur HENDERSON,
Aristide BRIAND.

Om ons rekenschap te geven van de juiste draagkracht onzer verbintenissen, alsmede van den geest in dewelke het Rijnpact door het Belgisch Parlement werd goedgekeurd, dient teruggekeerd tot de commentaar die in 1926 door den verslaggever werd verstrekt : « Het Rijnverdrag, zegde hij, heeft echter niet dezelfde uitwerking als ons voormalig neutraliteitsverdrag. In werkelijkheid, is de waarborg slechts toepasselijk op onze gemeenschappelijke grens met Duitschland, zooals deze werd gevestigd door het Verdrag van Versailles, den 28^{en} Juni 1919, en op de naleving van de artikelen van hetzelfde Verdrag betreffende het gedemilitariseerde Rijngebied. Het voorziet niets omtrent onze overige grenzen. Doch indien dit waar is, 't is omdat klaarblijkelijk de gedachte aan een gewapend conflict met Groot-Brittannië of met Frankrijk, na de vreeselijke beproeving welke wij te zamen hebben geleden, voortaan als een ongehoord iets voorkomt. »

In 1933, wees de achtbare verslaggever, evenals de achtbare heer Segers, in zeer duidelijke bewoordingen, op den ernst van het gevaar, opgeleverd door de bewapeningen van Duitschland, en bepaalde hij op zeer klare wijze den internationalen toestand van België te dien opzichte : « Gezien onzen toestand, moeten wij te gelijk met waakzaamheid en met omzichtigheid te werk gaan. Elke afzonderlijke werking is afteraden en onze handelwijze moet voorloopig slechts tot doel hebben, aandachtig al de tekortkomingen waaraan Duitschland zich ten opzichte der bestaande verdragen zou kunnen schuldig maken, aan te stippen en ons, desgevallend, aan te sluiten bij de gezamenlijke stappen tot dewelke de door de Deutsche Regeering veroorzaakte grieven aanleiding zouden kunnen geven. »

In 1934, gaf de achtbare verslaggever blijk van dezelfde bezorgdheden, met nog meer nadruk.

Een lid wees er op dat de verslaggevers van de Commissie voor de Buitenlandsche Zaken jaren achtereenvolgende aandacht vestigden op het bestaan van een dreigend gevaar voor den vrede. Een ander lid verzocht den achtbaren

nistre de définir la portée de l'accord militaire franco-belge en liaison avec le Pacte rhénan.

L'accord franco-belge a fait l'objet d'une définition unique formulée par le Gouvernement français et le Gouvernement belge. Cette interprétation est la suivante :

« Par sa nature même, un tel arrangement entre états-majors n'a jamais eu et ne saurait avoir d'autre objet que de préparer et d'assurer pratiquement les conditions techniques de mise en œuvre pour l'exercice éventuel d'une coopération militaire entre la Belgique et la France dans le cas d'une agression non provoquée de l'Allemagne. L'obligation de cette coopération, dont le principe se trouvait déjà dans les dispositions du Pacte de la Société des Nations, est aujourd'hui déterminée de la façon la plus précise par les dispositions du Traité de garantie conclu à Locarno, le 16 octobre 1925 (Pacte rhénan), lequel a défini les engagements qui, seuls avec ceux du Pacte de la Société des Nations lient les deux Gouvernements en matière d'assistance mutuelle ».

L'accord militaire vise le cas d'agression non provoquée par l'Allemagne de la France ou de la Belgique. Comme le disait l'honorable M. Van Cauwelaert en 1926, le Pacte rhénan *vise notre frontière orientale*; or, la Belgique et la France se doivent *mutuellement* assistance tant en cas d'agression non provoquée de l'une ou de l'autre qu'en cas de violation des articles 42 et 43 du Traité de Versailles, *tant en ce qui concerne les zones avoisinant la frontière française que la frontière belge* et l'honorable M. Vandervelde, signataire du Pacte rhénan, déclarait le 26 janvier 1926 que : « le Traité de Locarno prévoit expressément la coopération militaire de la France et de la Belgique dans le cas d'agression non provoquée de l'Allemagne ou d'une contravention flagrante aux articles 42 et 43 du Traité de Versailles. Rien de plus légitime, dès lors, que de permettre aux deux états-majors de s'approcher pour étudier cette éventualité. » Le 4 mars 1931, l'honorable M. Hymans précisa l'interprétation donnée en 1926 par l'honorable M. Vandervelde.

Il est incontestable, d'une part, que le Pacte rhénan ne peut trouver son application qu'au cas d'une agression non provoquée touchant dans certaines conditions certaines des parties signataires du Pacte, sans que la Belgique puisse être entraînée dans le jeu des alliances éventuelles de ces puissances; d'autre part, il est évident que l'accord militaire franco-belge ne peut être considéré comme un traité d'alliance imposant à la Belgique des obligations internationales. Ces dernières ne peuvent résulter que du Traité de Locarno (Pacte rhénan) et du Pacte de la Société des Nations. Le Ministre des Affaires étrangères a d'ailleurs manifesté l'intention de fournir à la Chambre des explications complètes à ce sujet.

L'honorable M. Segers souligna d'ailleurs dans son rapport qu'en vertu du Pacte rhénan la Grande-Bretagne s'est engagée à nous assurer, en cas d'agression non provoquée, une intervention immédiate. Le rapporteur de la Commission sénatoriale émet, d'autre part, le vœu de voir conclure par la Belgique un accord similaire avec la Grande-Bretagne.

Minister de draagwijdte te bepalen van de Fransch-Belgische militaire overeenkomst in verband met het Rijnpact.

Door de Fransche en de Belgische Regeering werd een gelijkluidende bepaling van de Fransch-Belgische Overeenkomst gegeven, namelijk de volgende :

« Uiteraard heeft zulke schikking tusschen staven nooit eenig ander oogmerk gehad en zou zij geen ander kunnen hebben tenzij de praktische voorbereiding en verzekering van de technische voorwaarden vereischt voor de eventuele militaire samenwerking tusschen België en Frankrijk ingeval van een niet-uitgelokten aanval vanwege Duitschland. Deze samenwerking welke bindend is en waarvan het beginsel reeds besloten lag in de bepalingen van het Pact van den Volkenbond, wordt thans nog duidelijker omschreven in de bepalingen van het Waarborgverdrag dat op 16 October 1925 te Locarno gesloten werd (Rijnpact) en dat de verplichtingen bepaalt welke, samen met deze van het Pact van den Volkenbond, beide regeringen verbinden op het stuk van wederkeeringen bijstand. »

De Militaire Overeenkomst geklt voor een niet-uitgelokten aanval vanwege Duitschland op Frankrijk of België. Zooals de achtbare heer Van Cauwelaert in 1926 zeide, geklt het Rijnpact voor onze Oostergrens; welnu, België en Frankrijk zijn *elkander* bijstand verschuldigd zoowel bij een niet-uitgelokten aanval op een van beiden, als bij schending van de artikelen 42 en 43 van het Verdrag van Versailles, *voor wat de zones langs de Fransche en de Belgische grens betreft*, en de achtbare heer Vandervelde die het Rijnpact onderteekende, verklaarde, op 26 Januari 1926, dat : « het Verdrag van Locarno uitdrukkelijk de militaire samenwerking van Frankrijk en België voorziet, ingeval van een niet-uitgelokten aanval van Duitschland of van een klaarblijkelijke schending van de artikelen 42 en 43 van het Verdrag van Versailles. Het is dan ook meer dan gewettigd dat men aan beide staven toelaat overleg te plegen om deze eventualiteit te bestudeeren ». Op 4 Maart 1931, lichtte de achtbare heer Hymans de uitlegging nader toe, welke de achtbare heer Vandervelde in 1926 gegeven had.

Het is onbetwistbaar, enerzijds, dat het Rijnpact slechts toepasselijk is ingeval van een niet-uitgelokten aanval waarbij sommige der Verdragsluitende Partijen in zekere omstandigheden betrokken worden, zonder dat België kunne medegesleurd worden in de strikken van de eventuele allianties dezer Mogendheden; anderzijds, ligt het voor de hand dat de Fransch-Belgische Militaire Overeenkomst niet als een alliantieverdrag mag beschouwd worden, dat aan België internationale verplichtingen oplegt. Deze kunnen slechts voortvloeien uit het Verdrag van Locarno (Rijnpact) en uit het Handvest van den Volkenbond. Trouwens, de Minister van Buitenlandsche Zaken heeft het inzicht te kennen gegeven hierover volledige uitleggingen aan de Kamer te verstrekken.

Overigens, de achtbare heer Segers wees er in zijn verslag op dat Groot-Brittannië, krachtens het Rijnpact, de verplichting op zich nam om ons, ingeval van een niet-uitgelokten aanval, onmiddellijk te hulp te snellen. De verslaggever van de Senaatscommissie geeft, anderzijds, den wensch te kennen dat België een gelijkaardige overeenkomst met Groot-Brittannië sluiten zou.

Il convient de rappeler ici qu'en 1922 l'honorable M. Jaspar, Ministre des Affaires Etrangères, élaborait un projet de traité qui fut soumis à la Conférence de Cannes. Il était libellé comme suit :

« ARTICLE 1. — Dans le cas d'une attaque directe, non provoquée de l'Allemagne contre le territoire de la Belgique, la Grande-Bretagne viendra immédiatement au secours de celle-ci avec toutes ses forces navales, militaires et aériennes.

» ART. 2. — La Belgique emploiera toutes ses forces militaires, navales et aériennes pour défendre ses frontières en cas d'attaque ou de violation de territoire par l'Allemagne ».

Cet accord était analogue à un accord projeté entre la France et l'Angleterre. Tous deux s'écroulèrent à la suite des circonstances qui mirent fin à la Conférence de Cannes.

La politique extérieure de la Belgique a des caractéristiques permanentes et traditionnelles : elle s'appuie notamment sur la France et l'Angleterre, avec lesquelles notre nation est liée par une amitié naturelle et traditionnelle ; la sécurité de la Belgique est une garantie de leur propre sécurité. A cet égard notre pays a accueilli avec faveur les paroles de l'honorable M. Baldwin affirmant que les frontières de la Grande-Bretagne se trouvaient sur le Rhin.

Il faut s'efforcer de prévenir et d'empêcher la guerre et par conséquent collaborer de toutes nos forces à tout ce qui peut renforcer l'entente franco-anglaise, gardienne de la paix européenne.

Les gouvernements belges se sont toujours associés aux efforts ayant pour but le développement de la coopération internationale : l'augmentation de la sécurité collective et l'aménagement d'une vie internationale fondée sur le respect du droit. Mais la Belgique doit assurer par ses propres moyens la défense de son territoire et de son indépendance ; elle doit, d'autre part, disposer des forces nécessaires pour remplir ses obligations internationales et renforcer aussi les garanties de paix générale.

III.

Un membre attira l'attention de la Commission sur l'impuissance de la Société des Nations à parer aux causes réelles des conflits internationaux. Il n'est pas douteux, à notre sens, que juridiquement, l'Italie se trouve en contravention avec la lettre et avec l'esprit du Pacte de Genève, mais en fait le conflit douloureux qui met aux prises deux peuples membres de la Société des Nations ne trouve-t-il pas sa cause réelle dans un vice fondamental de l'organisation économique internationale ? Telle était, croyons-nous, la pensée de l'honorable membre. Le conflit n'est-il pas la résultante d'une politique internationale déficiente ? N'a-t-il pas des causes profondes et lointaines auxquelles il eût pu être porté remède naguère ? N'engage-t-il pas les nations à faire un effort suprême en faveur de pays surpeuplés et dépourvus de matières premières ? La poursuite du désarmement universel, de la sécurité et de l'arbitrage

Laten wij er hier aan herinneren dat de achtbare heer Jaspar, Minister van Buitenlandse Zaken, in 1922 een ontwerp van verdrag uitwerkte, dat aan de Conferentie te Cannes voorgelegd werd. Dit ontwerp luidde :

« ARTIKEL 1. — In geval van rechtstreekschen niet uitgelokten aanval vanwege Duitschland op het grondgebied van België, zal Groot-Brittannië dit land onmiddellijk te hulp snellen met al zijn zee-, land- en luchtmachtkrachten.

» ART. 2. — België zal al zijn land-, zee- en luchtmachtkrachten in het gelid brengen om zijn grenzen te verdedigen ingeval van aanval of schending van zijn grondgebied door Duitschland. »

Deze overeenkomst was van denzelfden aard als de ontworpen overeenkomst tusschen Frankrijk en Engeland. Beide vielen in duigen tengevolge van omstandigheden welke een einde maakten aan de Conferentie van Cannes.

De buitenlandse politiek van België heeft bestendige en traditioneele kenmerken ; zij steunt in 't bijzonder op Frankrijk en Engeland waarmee ons land verbonden is door natuurlijke en traditioneele vriendschapsbanden. De veiligheid van België is een waarborg voor hun eigen veiligheid. In dit verband, nam ons land met voldoening kennis van de woorden van den achtbaren heer Baldwin die er nadruk op legde dat de grens van Groot-Brittannië aan den Rijn gelegen is.

Wij moeten er naar streven den oorlog te voorkomen en te verhinderen en, bijgevolg, onze medewerking verleen aan alles wat bijdragen kan om de Fransch-Engelsche verstandhouding te versterken, welke de hoeksteen van den vrede in Europa is.

De Belgische regeeringen sloten zich steeds aan bij het streven tot uitbreiding van de internationale samenwerking : de inrichting van de collectieve veiligheid en van internationale betrekkingen gegrondvest op het recht. België moet echter met eigen middelen voorzien in de verdediging van zijn grondgebied en van zijn onafhankelijkheid ; het moet, anderzijds, sterk genoeg zijn om zijn internationale verplichtingen te vervullen en aldus de waarborgen van den algemeenen vrede te versterken.

III.

Een lid vestigde de aandacht van de Commissie op de machteloosheid van den Volkenbond om de werkelijke oorzaken van de internationale geschillen weg te nemen. Het lijdt, naar onze meening, geen twijfel dat Italië zich, in juridisch opzicht, vergrepen heeft aan de letter en den geest van het Pact van Genève, maar vindt, in feiten, het pijnlijk geschil tusschen twee volken, leden van den Volkenbond, niet zijn werkelijke oorzaak in een gebrekkige inrichting van de internationale huishouding ? Dit was, zoo meenen wij, de opvatting van het achtbaar lid.

Is het conflict niet het gevolg van een deficiënte internationale politiek ? Heeft het geen diepgaande en verstrekkende oorzaken waaraan men vroeger had kunnen verhelpen ? Zet het de naties niet aan tot het aanwenden van een uiterste poging ten gunste van de overbevolkte en niet van grondstoffen voorziene landen ? Had het na-

n'eût-elle pas dû couronner une œuvre de longue haleine et non pas la précéder ? Aucun peuple ne fait de la guerre elle-même un but.

1° Il n'est pas douteux que les restrictions apportées par la plupart des puissances à l'immigration ont faussé dangereusement l'un des mécanismes les plus délicats de l'économie mondiale et qu'en cette matière, comme dans d'autres, les restrictions et les réglementations multiples ont accru le chômage européen. En 1926, pour neuf puissances européennes, le nombre des émigrés fut de 337,000. Ce chiffre tomba en 1930 à 94,500. Depuis 1931, le nombre des rapatriements l'emporte sur le nombre des émigrations. En 1932, pour les Etats-Unis, l'excédent de départs est de 47,000. Et cependant, comme l'écrit le professeur Capra : « Tous les continents ont des terres qui n'attendent qu'une chose : être occupées et cultivées. Nous nous serrons sur d'étroits territoires ; il arrive que nous nous disputons quelques pouces de terre alors qu'il existe de par le monde des millions d'hectares qui n'appartiennent à personne, personne ne les cultive, personne ne les habite ».

Albert Thomas, en 1932, avait consacré à ces problèmes une étude prophétique :

« Ce sont des initiatives économiques, ce seront sans doute aussi demain des nécessités démographiques résultant de la différence croissante de la natalité entre les races, peut-être encore quelques préoccupations d'activité professionnelle ou de formation culturelle qui détermineront ces mouvements. La deuxième conférence économique internationale, quand elle se tiendra, se sentira donc libérée des craintes politiques qui paralysèrent la première et elle n'aura plus — nous l'espérons — tant d'appréhensions à aborder, dans ses délibérations, les problèmes de migration.

« Pour l'heure, l'organisation du travail ne peut tout à la fois que poursuivre et achever l'œuvre de protection ouvrière qui a presque paru d'abord sa tâche unique, et reprendre l'examen attentif des divers mouvements migratoires. Mais cet examen, il faudra le reprendre plus encore du point de vue de l'économie mondiale que du point de vue étroit du chômage. Il paraît, en effet, désormais impossible d'isoler le phénomène migratoire ; il doit être considéré comme un facteur, intimement lié à d'autres, du redressement économique. La circulation des hommes ne peut plus être modifiée si on ne modifie simultanément celle des capitaux et des produits. Une renaissance des migrations, si elle était reconnue nécessaire, imposerait une double tâche : utiliser les éléments existant, en tenant compte des courants traditionnels et de l'expérience acquise, mais aussi adopter des méthodes nouvelles pour répondre à des besoins nouveaux, économiques et sociaux. »

streven van de algemeene ontwapening, van de veiligheid en van de arbitrage de bekroning niet moeten zijn van een werk van langen duur, in stede van hieraan vooraf te gaan ? Geen enkel volk maakt van de oorlog zelf een doel.

1° Het valt niet te betwijfelen, dat de beperkingen, ingevoerd door de meeste mogendheden ten opzichte van de immigratie, op gevaarlijke wijze een der meest kiesche mechanismen der wereldeconomie in de war hebben gestuurd, en dat op dit gebied, zooals op andere, de talrijke beperkingsmaatregelen en reglementeringen een aangroei van de Europeesche werkloosheid voor gevolg hebben gehad. In 1926, waren de uitwijkelingen, voor negen Europeesche mogendheden, ten getale van 337,000. Dit cijfer daalde, in 1930, tot 94,500. Sedert 1931, is het aantal der naar hun vaderland terugkeerenden grooter dan dit der uitwijkelingen. In 1932, waren er in de V. S. 47,000 meer vertrekkenden dan inwijkelingen. En nochtans, zooals professor Capra schrijft, « zijn er in alle werelddelen » gronden voor handen, die slechts op ééne zaak wachten, » namelijk : bezet en bebouwd te worden. Wij verdringen » malkaar op enge grondgebieden, wij twisten, om enkele » duim gronds, dan wanneer op de wereld miljoenen » hectaren zijn welke aan niemand toebehooren, door niemand bebouwd worden en door niemand bewoond ».

Een prophetische studie werd, in 1932, door Albert Thomas, aan die vraagstukken gewijd :

« Die bewegingen zullen ontstaan door toedoen van economische initiatieven, morgen wellicht ook door de demografische noodwendigheden voortspruitende uit het steeds toenemend verschil van geboorten tusschen de rassen, wellicht ook nog door eenige belangstelling in de beroepsactiviteit of in de cultureele vorming. De tweede internationale economische conferentie zal, bij hare samenkomst, dus vrijgesteld zijn van alle politieke vrees die de werking van de eerste belemmerde en zal — naar wij hopen — niet meer zoozeer beducht moeten zijn om, bij de besprekingen, de vraagstukken der volksverhuizing aan te vatten.

« Voor 't oogenblik, kan de arbeidsinrichting slechts tegelijkertijd het werk der arbeidersbescherming door drijven en voltooien, hetgeen aanvankelijk bijna als haar eenige taak werd beschouwd, en opnieuw overgaan tot het grondig onderzoek der verschillende uitwijkelingsbewegingen. Doch dit onderzoek zal nog meer dienen hiernomen van het standpunt uit der wereldeconomie dan uit het eng standpunt der werkloosheid. Het lijkt, inderdaad, voortaan onmogelijk het verschijnsel der volksverhuizing af te zonderen ; het dient beschouwd als een factor, nauw aan andere verbonden, van de economische heropbeuring. De verplaatsing der menschen kan niet meer worden gewijzigd, indien niet tevens een wijziging wordt gebracht aan den omloop der kapitalen en der producten. Een heropleving der volksverhuizingen, zoo deze als noodzakelijk werd beschouwd, zou een dubbele taak opleggen : de bestaande elementen benuttigen, rekening houdende met de traditioneele stroomingen en de verworven ondervinding, doch tevens nieuwe methoden invoeren om te beantwoorden aan nieuwe economische en sociale behoeften. »

2° Le problème des matières premières est au premier plan des préoccupations des hommes qui voient avec angoisse s'annoncer en Europe et dans le monde les causes de conflits sanglants. En août 1917, le Président Wilson définissant les buts de la guerre affirmait : « Le droit égal pour tous les peuples grands et petits à participer dans de justes conditions aux richesses économiques du monde ». Trois ans plus tard, la conférence de Bruxelles, le 25 octobre 1920, chargeait la section économique de l'étude du problème. Des idées audacieuses et saines furent développées par elle et partiellement reprises par la conférence économique de 1927 qui proclamait que : « la conférence considère que la libre circulation des matières premières est l'une des conditions fondamentales du développement normal de l'industrie et du commerce dans le monde. Elle estime dès lors que, toute taxe d'exportation sur les matières premières ou sur les articles nécessaires aux producteurs lorsqu'elle a pour effet d'augmenter le coût de production ou le coût de la vie dans les pays étrangers, tend à aggraver les inégalités naturelles résultant de la répartition géographique de la richesse dans le monde » (v. Société des Nations, rapports et actes de la Conférence économique internationale, Genève 1927, vol. II, p. 129).

La Chambre de Commerce internationale dès 1920 soulignait la gravité du problème sur lequel les événements récents jette une lueur tragique : « Considérant le danger qui peut provenir de la discrimination des prix des matières premières créant un monopole pour les pays, qui les possèdent, la Chambre de Commerce internationale attire l'attention des gouvernements, ainsi que celle des industriels et des commerçants de ces pays, sur les dangers des conflits qui peuvent être la conséquence de telles discriminations ».

Monopoles nationaux des matières premières, lois sur l'émigration, contingentements, interventions de l'Etat (nitrate au Chili, café au Brésil, Farm-Board aux Etats-Unis), guerres monétaires, restrictions à la libre circulation des hommes et des richesses, politique généralisée de la porte close, régimes autarchiques, égoïsme des puissances productrices au détriment des puissances consommatrices, constituent les causes de plus en plus aiguës et de plus en plus réelles de guerres menaçantes.

Le 11 septembre 1935, Sir Samuel Hoare proposa de mettre à l'étude le problème de la répartition des richesses du monde. Cette formule est celle de « la redistribution des matières premières ». Il ne nous appartient pas de l'apprécier ou de la discuter ici, mais elle présente des aspects techniques et politiques infiniment complexes. Les richesses internationales varient en quantité et en valeur, suivant les progrès scientifiques réalisés en matière de recherches et de prospection : un géologue prétend que 25 p. c. du sol chinois contient du pétrole; si cette affirmation devait se vérifier un jour, le problème du pétrole et de sa répartition éventuelle prendrait un aspect fort différent de celui qui le caractérise aujourd'hui; si les tentatives scientifiques de substitution de l'essence synthétique, dérivée de la houille, devaient aboutir, le pro-

2° Het vraagstuk der grondstoffen is een der eerste bezorgdheden voor de menschen die angstvallig, in Europa en in de wereld, de oorzaken zien aangroeien van bloedige conflicten. In Augustus 1917, bevestigde President Wilson, bij het opsommen der oorlogsdoeleinden :

« Evenveel recht voor alle volken, groote en kleine, om, onder billijke voorwaarden, een aandeel te hebben van de economische rijkdommen der wereld. » Drie jaar later, op 25 October 1920, belastte de Conferentie van Brussel de economische afdeling met de studie van het vraagstuk. Gewaagde en gezonde gedachten werden door haar ontwikkeld en gedeeltelijk overgenomen door de Economische Conferentie van 1927, dewelke verklaarde :

« De Conferentie beschouwt het vrij verkeer der grondstoffen als een der grondbestandsdoelen van de normale uitbreiding van nijverheid en handel in de wereld. Derhalve is zij van oordeel, dat elke uitvoerbelasting op de grondstoffen of op de voor de voortbrengers noodige waren, waardoor den productieprijs of de levensduurte in de vreemde landen zou toenemen, er toe strekt de natuurlijke ongelijkheden te verergeren, welke voortspruiten uit de geografische verdeling van den wereldrijkdom. (Z. Volkenbond, verslagen en akten van de Internationale Economische Conferentie, Genève, 1927, boekd. II, blz. 129.)

Reeds in 1920, wees de Internationale Handelskamer op den ernst van het vraagstuk, waarop de jongste voorvallen een tragische licht werpen :

« Gelet op het gevaar hetwelk voortspruiten kan uit het prijsverschil der grondstoffen, waardoor een monopolie tot stand komt ten gunste van de landen die er in het bezit van zijn, vestigt de Internationale Handelskamer de aandacht der regeeringen, alsmede die der nijveraars en handelaars van die landen, op de gevaren der conflicten welke het gevolg kunnen zijn van dergelijk onderscheid. »

Nationale monopolies der grondstoffen, wetten op de uitwijking, contingenteringen, tusschenkomsten vanwege den Staat (Nitrat, in Chili; Koffie, in Brazilië, Farm-Board, in de Vereenigde-Staten), muntoorlogen, beperkingen aan het vrij verkeer der menschen en der rijkdommen, veralgemeende politiek der gesloten deur, autarchieregimes, zelfzucht vanwege de voortbrengende mogendheden ten nadeele van de verbruikende landen, gelden als zoovele meer en meer toenemende en meer en meer werkelijke oorzaken van dreigende oorlogen.

Op 11 September 1935 stelde Sir Samuel Hoare voor het vraagstuk van de verdeling van de rijkdommen van de wereld te bestudeeren. Deze formule is deze van de « herverdeling der grondstoffen ». Het is onze taak niet deze hier te beoordeelen of te bespreken, maar zij heeft oneindig ingewikkelde technische en politieke zijden. De internationale rijkdommen verschillen in hoeveelheid en waarde naar gelang van de wetenschappelijke vorderingen welke op het stuk van opsporingen en prospectie gemaakt worden : een geoloog beweert dat 25 t. h. van den Chineschen bodem petroleum bevat en dat de eventuele verdeling er van er gansch anders zou uitzien als thans; indien de wetenschappelijke pogingen, tot vervanging door synthetische essence uit steenkool mochten slagen zou het vraagstuk van de verdeling van de steenkool dit van de

blème de la répartition du charbon prendrait le pas sur celui de la répartition du pétrole. Les propositions de répartition territoriale rencontrent des objections du même ordre : La Grande-Bretagne et son Empire produisent quatre millions de tonnes sur une production totale de deux cent millions, fait observer M. Schwob; or, la place de Londres contrôle la Royal Dutch et l'Anglo-Persian et nul ne soutiendra que l'Irak ou la Perse soient les bénéficiaires du pétrole exploité sur leur territoire ! L'abandon des mandats coloniaux aux puissances qui en sont dépourvues ne leur permettrait nullement, *ipso facto*, de s'approvisionner en matières premières; une politique de cette nature ne produirait que des effets d'ordre psychologique et sentimental sans résoudre le problème posé.

En vérité, le retour à des principes sains de liberté commerciale vraie, de libre circulation des hommes et des richesses ne constitue-t-il pas le seul remède à l'inégalité des nations que la nature et la politique ont diversement pourvues ?

A cet égard et dans cet ordre d'idées n'est-il pas urgent de dégager, suivant les termes de la seconde branche de l'article 19 du Pacte, la grave signification économique internationale du conflit italo-abyssin ? Cet article est libellé comme suit :

« L'assemblée peut, de temps à autres, inviter les membres de la Société à procéder à un nouvel examen des Traités devenus inapplicables, ainsi que des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde. »

Le commerce extérieur.

Les grandes lignes de la politique commerciale de la Belgique ont été parfaitement esquissées dans le rapport de la Commission sénatoriale par l'honorable M. Segers. Le 4 février, M. le Ministre des Affaires étrangères passa en revue l'état de nos relations commerciales avec chaque puissance; M. Van Zeeland terminait en ces termes l'exposé qu'il fit : « Je constate que la liste des pays vis-à-vis desquels notre commerce total est en augmentation est vraiment très longue. Je crois pouvoir en tirer cette conclusion que grâce à l'ensemble de notre politique économique et grâce à de nombreuses négociations, nous avons sérieusement amélioré notre commerce extérieur. »

Il a paru inutile à votre rapporteur de reproduire dans ce texte les chiffres cités par l'honorable Premier Ministre ou de répéter ce qui fut dit au Sénat, il y a un mois à peine, à l'occasion de la discussion du budget des Affaires étrangères.

Les résultats acquis sont certes encourageants mais il convient de limiter notre optimisme à des bases de comparaison. La part de la Belgique dans la valeur-or du commerce international s'exprime en pourcentage, comme suit :

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Exportation	2.6 %	2.7 %	3.1 %	3.1 %	3.3 %	3.2 %
Importation	2.7 %	2.9 %	3.1 %	3.2 %	3.3 %	3.1 %

verdeeling van petroleum in de schaduw stellen. Tegen de voorstellen tot territoriale verdeeling worden bezwaren van denzelfden aard aangevoerd : Groot-Brittannië en zijn rijk brengen, zoo merkt de heer Schwob op, vier miljoen ton voort op een totale voortbrengst van tweehonderd miljoen; welnu, Londen controleert de Royal Dutch en de Anglo-Persian en niemand zal beweren dat Irak of Iran voordeel trekken uit de petroleum welke op hun grondgebied genomen wordt ! Indien men de mandaatgebieden aan de mogendheden gaf, welke er geen hebben, zou zulks hun *ipso facto* geenszins in de gelegenheid stellen om zich van grondstoffen te voorzien; een politiek van dezen aard zou slechts gevolgen van psychologischen en sentimentelen aard hebben zonder het vraagstuk op te lossen.

Is de terugkeer naar gezonde beginselen van ware handelsvrijheid, van vrij verkeer van menschen en rijkdommen niet het eenige middel om de ongelijkheid van de naties welke door de natuur en de politiek verschillend begiftigd werden te verzachten ?

Is het in dit opzicht en in dit verband niet spoedvereeischend dat, volgens den tekst van de tweede alinea van artikel 19 van het Pact, de ernstige internationale economische beteekenis van het Italiaansch-Ethiopisch geschil in het licht gesteld worde ? Dit artikel luidt :

« De vergadering kan, van tijd tot tijd, de Bondsleden uitnoodigen om over te gaan tot een nieuw onderzoek der verdragen die niet meer toepasselijk zijn, alsook der internationale loestunden, waarvan het behoud den wereldvrede in gevaar zou kunnen brengen. »

De buitenlandsche handel.

De groote lijnen van de handelspolitiek van België werden door den achtbaren heer Segers op volmaakte wijze geschetst in het verslag van de Senaatcommissie. Op 4 Februari, gaf de Minister van Buitenlandsche Zaken een overzicht van onze handelsbetrekkingen met elke mogendheid. De heer Van Zeeland besloot zijn uiteenzetting in dezer voege : « Ik stel vast dat de lijst van de landen tegenover welke onze globale handel stijgt, werkelijk zeer lang is. Ik vind slechts drie landen waar wij zijn achteruitgelopen. Ik meen tot dit besluit te mogen komen dat, dank zij onze economische politiek in haar geheel, en ook door middel van talrijke onderhandelingen, onze buitenlandsche handel merklijk is verbeterd. »

Uw verslaggever vond het overbodig in dezen tekst de cijfers over te nemen door den achtbaren Eerste-Minister aangehaald of te herhalen wat, nauwelijks een maand geleden, naar aanleiding van de behandeling van de begroting van buitenlandsche zaken gezegd werd.

De bekomen uitslagen zijn, ongetwijfeld, bemoedigend maar wij moeten ons optimisme tot vergelijkende tabellen beperken. Het aandeel van België in de goudwaarde van den internationalen handel kan men percentsgewijs als volgt weergeven :

	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Uitvoer	2.6 %	2.7 %	3.1 %	3.1 %	3.3 %	3.2 %
Invoer	2.7 %	2.9 %	3.1 %	3.2 %	3.3 %	3.1 %

mais ce résultat paraît moins brillant lorsque l'on étudie les chiffres qu'illustrent les conditions désastreuses dans lesquelles se meut le commerce international depuis cinq ans.

En millions de dollars des Etats-Unis.

Années	Importation	Exportation
1929	35,585	33,021
1930	29,076	26,483
1931	20,795	18,908
1932	13,972	12,895
1933	13,484	11,740
1934	12,011	11,364

Or, depuis 1934, la courbe descendante s'est accentuée. Le monde est techniquement organisé pour faire face à des besoins ayant existé en 1929 de l'ordre de 68,600 millions de dollars; en 1934, le chiffre d'affaires international était tombé au tiers de cette valeur. Diverses hypothèses ont été émises quant aux causes de cet état de choses : surproduction, suites de guerre, dépenses exagérées, dettes de guerre. Il ne nous appartient pas de les analyser ou de les commenter dans le cadre de ce rapport mais la lecture des chiffres ci-dessus mentionnés permet, nous semble-t-il, de formuler trois principes :

1° Il n'y a pas de surproduction de matières premières : paradoxe dirigé contre le progrès technique;

2° Il y a sous-consommation. Qui oserait prétendre que tous les besoins de tous les hommes sont satisfaits ?

3° Il y a mauvaise distribution : les destructions volontaires de café, de blé, de maïs ou de sucre l'établissent à suffisance de preuves.

Le problème de la distribution apparaît comme le plus urgent et, avec lui, l'agent de cette distribution qui est la monnaie. Il n'est pas douteux, et le Gouvernement que préside l'honorable Ministre des Affaires étrangères le souligne, dans sa déclaration ministérielle, que le commerce international souffre principalement de la co-existence de plusieurs monnaies instables, sans lien apparent : sterling, dollar, monnaie or ou argent, monnaie fiduciaire sont des éléments discordants et souvent hostiles qui hérissent de difficultés le commerce international.

La diversité des monnaies est l'un des facteurs les plus virulents de la crise internationale; cette diversité provoque la méfiance, la thésaurisation, la fuite des capitaux à la recherche d'abris sûrs, elle perpétue l'instabilité et la confusion et de plus aggrave le nationalisme sentimental.

Les espoirs formulés en mars 1935 ne se sont pas réalisés; il est à craindre qu'ils ne pourront l'être avant que les monnaies surévaluées ne se soient alignées sur la base logique de la parité internationale du pouvoir d'achat.

La maladie monétaire est l'un des aspects les plus caractéristiques de la paralysie qui gagne le monde économique.

Maar deze uitslag blijkt minder schitterend wanneer men de cijfers bestudeert, welke de rampspoedige voorwaarden toelichten waarin de buitenlandse handel sedert vijf jaren verkeert.

In miljoenen dollars van de Verenigde Staten.

Jaren	Invoer	Uitvoer
1929	35,585	33,021
1930	29,076	26,483
1931	20,795	18,908
1932	13,972	12,895
1933	13,484	11,740
1934	12,011	11,364

Welnu, sedert 1934 is de dalende curve nog scherper geworden. De wereld is technisch ingericht om te voldoen aan behoeften welke, in 1929, 68,600 miljoen bedroegen; in 1934, was het internationaal zakencijfer op het derde dezer waarde gevallen. Verscheidene onderstellingen werden over de oorzaken van dezen toestand genit : overproductie, gevolgen van den oorlog, buitensporige uitgaven, oorlogsschulden. Het is onze taak niet deze in dit verslag te onderzoeken of toe te lichten, maar uit de lezing van de hooger gegeven cijfers mag men, naar mijn meening, drie beginselen afleiden :

1° Er is geen overproductie van grondstoffen : paradox gericht tegen den technischen vooruitgang;

2° Er is onder-consumptie. Wie zou durven beweren dat al de behoeften van al de menschen bevredigd zijn ?

3° De verdeling is slecht : de vrijwillige vernieling van koffie, tarwe, maïs of suiker zijn hiervoor een afdoend bewijs.

Het vraagstuk van de verdeling lijkt het dringendst en ook dit van het middel dezer verdeling, te weten het geld. Het lijdt geen twijfel, en de Regeering aan wier hoofd de achtbare Minister van Buitenlandsche Zaken staat, wees er op in haar regeeringsverklaring, dat de internationale handel hoofdzakelijk te lijden heeft onder het gelijktijdig bestaan van verscheidene onvaste betaalmiddelen zonder eenig verband : sterling, dollar, gouden of zilveren munt, papieren geld zijn uiteenlopende en vaak vijandige elementen welke de moeilijkheden op internationaal handelsgebied nog vergrooten.

De verscheidenheid der betaalmiddelen is een van de ergste factoren van de internationale crisis; deze verscheidenheid verwekt wantrouwen, oppotten, vlucht van het kapitaal naar veiliger schuilplaatsen, zij vereeuwigd de onvastheid en de verwarring en verscherpt, bovendien, het sentimenteel nationalisme.

De verwachtingen welke men in Maart 1935 koesterde, gingen niet in vervulling; het is te vreezen dat zulks uitblijven zal, totdat de te hoog geschatte munte teruggebracht worden op den logischen grondslag van de internationale pariteit der koopkracht.

De muntziekte is een van de meest kenmerkende zijden van de verlamming waarmede de economische wereld geslagen wordt.

Pour parer aux conséquences de la crise on a préconisé le développement du marché intérieur. L'idée est sage mais à la condition de demeurer raisonnable. Il est évident qu'une reprise du marché intérieur, en activant « la circulation » crée une prospérité nouvelle se traduisant par une demande plus grande de la consommation : importation et exportation en bénéficient puisque toute importation se paye par une exportation. Mais la protection outrancière du marché intérieur conduit à une aggravation du mal. Nul ne songe à l'abandon unilatéral de nos droits protecteurs, mais le système des contingentements et des licences conduit à des abus intolérables; il constitue, en établissant une différenciation entre les consommateurs, une véritable injustice sociale. L'égalité des hommes devant la loi est, par cela même, faussée; de plus, le favoritisme, l'intrigue, les collusions éventuelles et les faveurs injustifiables constituent le triste cortège d'une politique qui ne peut engendrer que l'immoralité.

A l'époque où toutes les ressources de l'intelligence et du travail humain tendent à rapprocher les peuples, un protectionnisme outrancier aggrave et nourrit leurs dissensions.

Le système des compensations et des clearings offre lui aussi de graves inconvénients et certains publicistes n'hésitent pas à déclarer que la formule appliquée aux pays à change contrôlé est une véritable duperie. En effet, un clearing à 100 p. c., c'est-à-dire où les importations équilibrent parfaitement les exportations, ne se conçoit pas car il serait du fait même inutile. Il est bon, croyons-nous, de souligner que l'établissement des accords de clearing offre au pays qui le réclame un avantage substantiel soit en valeur soit en délai de paiement. C'est ainsi que l'Allemagne a retrouvé, grâce aux clearings, le crédit que son commerce et son industrie ne parvenaient plus à obtenir des exportateurs étrangers.

D'autre part, il n'existe pas en Belgique de publication officielle relative aux clearings.

Cet état de choses met nos exportateurs dans une situation évidente d'infériorité. Ils ne possèdent, en effet, aucun élément leur permettant de supporter les possibilités de rentrée de leurs fonds. Les créanciers devraient pouvoir suivre régulièrement le sort de leurs créances : pourquoi leur imposer des démarches multiples qui les contraignent à se rendre fréquemment à l'« Office de Compensation », à perdre en un mot un temps précieux ? Il n'est pas douteux, d'autre part, que l'absence de toute publication est tout aussi regrettable du point de vue de la conclusion de transactions nouvelles.

La France, le Chili, les Pays-Bas et la Suisse possèdent des publications de cette nature. Est-il impossible et pour quelles raisons, demandent nos exportateurs, d'adopter en Belgique un système identique ?

Le système des licences d'importation est généralement critiqué, il en est de même des licences d'exportation. De

Om de gevolgen van de crisis te keer te gaan, heeft men de uitbreiding van de binnenlandsche markt aangeprezen. Het denkbeeld is redelijk, mits het redelijk blijve. Het lijdt geen twijfel dat een heropleving van de binnenlandsche markt door « den omloop » aan te wakkeren, nieuwen voor-spoed verwekt door een grooter vraag vanwege het verbruik : invoer en uitvoer worden ermede gediend, vermits elke invoer met uitvoer betaald wordt. De overdreven bescherming van de binnenlandsche markt echter leidt tot verergering van de kwaal. Niemand denkt aan het eenzijdig prijsgeven van onze beschermende rechten, maar het stelsel der contingenteringen en vergunningen geeft aanleiding tot ondraaglijke misbruiken; door een verschil te maken tusschen de verbruikers, is het een ware sociale onrechtvaardigheid. De gelijkheid der menschen voor de wet wordt hierdoor ongedaan gemaakt; daarenboven zijn favoritisme, kuiperijen, eventueele collusies en niet te rechtvaardigen gunsten de droevige sloet van een politiek welke slechts tot onzedelijke practijken leiden kan.

Nu dat alle hulpmiddelen van het verstand en van den menschelijken arbeid er toe strekken de volkeren nader bij elkander te brengen, wordt door een overdreven protectionnisme hunne verdeeldheid verergerd en aangewakkerd.

Het compensatie- en clearingstelsel levert insgelijks ernstige bezwaren op, en sommige publicisten aarzelen niet om te verklaren dat de formule toegepast op de landen met gecontroleerden wisselkoers, een ware bedriegerij is. Inderdaad, een clearing aan 100 t. h., dit is, waarbij de invoer volkomen in evenwicht is met den uitvoer, is niet denkbaar, gezien zij door het feit zelf onnoodig zou worden. Wij achten het van nut er op te wijzen dat het invoeren der clearing-accorden voor het land, door hetwelk zij worden aangevraagd, een wezenlijk voordeel oplevert, hetzij in waarde, hetzij wat betreft den betalings-termijn. Aldus heeft Duitschland, dank zij de clearings, het krediet weder gevonden, hetwelk niet meer bekomen werd door zijn handel en zijn nijverheid vanwege de vreemde uitvoerders.

Anderzijds, bestaat er in België geen enkele officieele uitgave betreffende de clearings.

Door dit feit, bevinden onze uitvoerders zich in een klaarblijkelijk minderwaardigen toestand. Zij beschikken, inderdaad, over geen enkel gegeven waardoor zij in staat worden gesteld de mogelijkheden van den terugkeer van hun geld te dragen. De schuldeischers zouden steeds op regelmatige wijze den toestand hunner schuldverderingen moeten kunnen volgen : waarom worden hun talrijke voetstappen opgelegd, waardoor zij verplicht zijn zich dikwijls naar den « Compensatiedienst » te begeven, om, met een woord, een kostbaren tijd te verliezen ? Anderzijds, valt het niet te betwijfelen, dat het ontbreken van publicatie evenzeer dient betreurd in opzicht van het sluiten van nieuwe overeenkomsten.

Frankrijk, Chili, Nederland en Zwitserland bezitten werken van dien aard. Is het onmogelijk, en om welke redenen, vragen onze uitvoerders, in België, een gelijk-aardig stelsel toe te passen ?

Over 't algemeen, wordt kritiek uitgebracht over het stelsel der invoervergunningen, alsook over dit der uit-

nouvelles difficultés ont surgi et le danger est évident. Ce système lèse injustement les exportateurs, il aggrave les barrières douanières élevées par l'étranger, il multiplie les vexations, il contraint une catégorie de citoyens à dévoiler le secret de leurs affaires, il retarde la conclusion des marchés, il augmente dans une mesure grave l'immixtion de l'Etat dans le domaine des affaires privées, il est générateur de fraude et d'abus et constitue lui aussi un facteur d'immoralité.

Enfin, il tend à favoriser les monopoles et la concentration au détriment d'une fraction importante de la classe moyenne.

Cependant, il y a lieu de souligner que le Gouvernement a assoupli récemment le système du « Ducroire ». Les dispositions légales régissant l'assurance-crédit permettent en principe la couverture du risque de blocage des créances mais les conditions imposées n'ont-elles pas pour effet de rendre une disposition, excellente dans son principe, sans intérêt pratique ? Le Ducroire ne joue, en effet, qu'après un an de blocage.

Le Ducroire ne pourrait-il être étendu moyennant paiement d'une prime spéciale au risque du change ? Ce système a été adopté en Allemagne.

En règle générale, n'est-il pas possible, d'autre part, d'appliquer aux créances anciennes le principe admis en matière de Ducroire pour les créances futures ? Des organisations professionnelles ont fait, à cet égard, des suggestions intéressantes qui méritent de retenir l'attention du Gouvernement.

*
**

En ce qui concerne nos relations commerciales avec l'étranger, est-il exact que les pouvoirs publics ne se soucient pas suffisamment de l'avis des intéressés ? Est-il exact notamment que la Chambre de Commerce Belgo-Brésilienne n'a jamais été consultée à l'occasion des négociations entreprises par la Belgique avec cette république sud-américaine ?

Quelles sont les raisons pour lesquelles les conversations entamées, il y a plus d'un an et relatives à la liquidation de nos créances commerciales, dans ce pays, n'ont pas abouti ? Or, les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, l'Italie et la Suède ont obtenu la conclusion d'accords satisfaisants.

Il y a lieu de souligner d'ailleurs que ces puissances ont obtenu que les accords soient fondés sur la nationalité de la firme et non plus sur celle de la marchandise. Il y a là, notamment en ce qui concerne le port d'Anvers un problème particulièrement important et qui mérite de retenir l'attention du Gouvernement. Dans le même ordre d'idées, il convient d'attirer l'attention du Gouvernement sur certaines mesures prises par le Gouvernement du Reich et qui menacent simultanément la prospérité du port d'Anvers et notre armement rhénan :

1° La politique des chemins de fer allemands dite « Seearausnahme-tarife » draine vers Hambourg et Brême des mar-

voervergunningen. Nieuwe moeilijkheden deden zich voor, en het gevaar is klaarblijkelijk. Door dit stelsel worden de uitvoerders ten onrechte benadeeld; het verhoogt de tolmuren opgetrokken door den vreemde, het vermenigvuldigt de plagerijen, het noodzaakt eene reeks burgers hun zakengeheimen te ontsluiten, het vertraagt het sluiten der handelsovereenkomsten, het verhoogt, in groote mate, de immenging van den Staat in het domein der privaatzaken, het geeft aanleiding tot bedrog en misbruiken en geldt ook zelf als een factor der zedeloosheid.

Ten slotte, strekt het er naar, de monopolies en de concentraties te begunstigen ten nadeele van een aanzienlijk gedeelte van den middenstand.

Nochtans dient aangestipt dat de Regeering onlangs het « delcredere »-stelsel meer soepel heeft gemaakt. De wettelijke bepalingen nopens de kredietverzekering laten, in beginsel, de dekking toe van het risico op het blokkeeren der schuldvorderingen; doch, hebben de opgelegde voorwaarden niet voor gevolg eene in beginsel uitmuntende bepaling van alle practisch belang te berooven ? Het delcredere treedt, inderdaad, slechts in werking na één jaar stopzetting.

Zou het delcredere niet uitgebreid kunnen worden, mits betaling eener bijzondere premie wegens wisselrisico ? Dit stelsel werd in Duitschland aangenomen.

Zou het, anderzijds, over 't algemeen niet mogelijk zijn, op de oude schuldvorderingen het principe toe te passen dat werd ingevoerd op stuk van het delcredere voor de toekomstige schuldvorderingen ? Beroepsverenigingen hebben, te dien opzichte, belangwekkende aanwijzingen gedaan, welke de aandacht van de Regeering verdienen.

*
**

Is het waar, wat onze handelsbetrekkingen met den vreemde betreft, dat de openbare overheden geen voldoende aandacht schenken aan het advies der belanghebbenden ? Is het, inzonderheid, waar dat de Belgisch-Braziliaansche Handelskamer nooit werd geraadpleegd naar aanleiding van de onderhandelingen van België met die Zuid-Amerikaansche Republiek ?

Om welke redenen hebben de besprekingen, aangevat vóór meer dan één jaar, en betrekking hebbend op de betaling onzer schuldvorderingen in dit land, geen uitslag opgeleverd ? Nochtans hebben de Vereenigde-Staten, Engeland, Duitschland, Frankrijk, Italië en Zweden bevredigende overeenkomsten kunnen sluiten.

Er dient trouwens aangestipt dat die Mogendheden bekomen hebben dat de overeenkomsten werden gesteund op de nationaliteit der firma en niet meer op die der koopwaar. Daarin ligt, namelijk wat de haven van Antwerpen betreft, een zeer belangrijk vraagstuk hetwelk de aandacht van de Regeering verdient. In denzelfden zin, dient de aandacht van de Regeering gevestigd op sommige door de Rijksregeering getroffen maatregelen welke gelijktijdig den bloei van de Antwerpsche haven en van onze Rijnvaart bedreigen :

1° De politiek der Deutsche spoorwegen, « Seearausnahmetarife » genaamd, kaapt, ten gunste van Hamburg en

chandises qui devraient naturellement prendre la voie du Rhin où être transportées par fer vers Anvers;

2° La politique monétaire du Reich empêche les importateurs allemands d'utiliser les services de ports étrangers. C'est ainsi que l'exportation des produits métallurgiques par Brème a passé de 480,000 tonnes en 1934 à 725,000 tonnes en 1935; à Hambourg, le même trafic a passé de 320,000 tonnes à 437,000 tonnes; les deux ports enregistrent une avance de 50 p. c., cependant qu'à Anvers la progression n'est que de 3 p. c.

Et cependant, pour la première fois dans notre histoire commerciale, le tonnage maritime allemand par Anvers a dépassé le tonnage anglais de 550,000 tonnes. Les lignes allemandes s'assurent chaque année une part plus importante du transport de marchandises belges.

Pendant le dernier trimestre de 1935, sur un total de deux millions de tonnes par mois, près d'un demi-million de tonnes ont été transportées sous pavillon allemand. En considération de ces faits, n'est-il pas possible d'obtenir en faveur d'Anvers des tarifs identiques au « See-ausnahmetarife » ? Il n'appartient pas à votre rapporteur d'indiquer une solution, mais il lui a paru que le problème méritait de faire l'objet d'une étude attentive.

**

Enfin, nous nous permettons d'émettre quelques doutes sur la perfection absolue de la tâche accomplie en matière d'expansion économique par nos agents du service extérieur. L'Etat doit adapter l'activité de nos services extérieurs aux nécessités économiques contemporaines : la représentation purement diplomatique doit céder une partie importante de ses attributions à la représentation effective de la Belgique, pays exportateur. Nos agents doivent s'astreindre à faire œuvre de propagandistes commerciaux; ils devraient avoir des contacts plus étroits avec les industriels, commerçants, importateurs, etc., des pays dans lesquels ils représentent une nation essentiellement laborieuse. Leur tâche essentielle devrait être « la prospection et l'étude » des marchés étrangers. Nous n'ignorons pas que depuis quelques années un effort important a été fait dans ce sens, mais il importe de l'intensifier davantage.

En cette matière, comme dans d'autres, la Belgique fière de son passé, de ses traditions commerciales, de son énergie proverbiale, se doit d'écarter toutes les routines et tous les préjugés.

Le Rapporteur,

M.-H. JASPAR.

Le Président,

J. PONCELET.

Bremen, alle koopwaren weg welke op normale wijze den Rijnweg zouden moeten volgen of per spoor naar Antwerpen zouden moeten worden vervoerd;

2° De muntpolitiek van het Rijk belet de Duitsche invoerders de diensten van vreemde havens te benuttigen. Aldus is de uitvoer der metaalproducten langs Bremen aangegroeid van 480,000 ton, in 1934, tot 725,000 ton in 1935, terwijl te Hamburg hetzelfde vervoer van 320,000 ton tot 437,000 ton is geklommen; de twee havens boeken een vooruitgang van 50 t. h., terwijl de vooruitgang, te Antwerpen, slechts 3 t. h. bedraagt.

En nochtans, voor de eerste maal in onze zeevaartgeschiedenis, overtrof de Duitsche tonnenmaat langs Antwerpen de Engelsche tonnenmaat met 550,000 ton. De Duitsche lijnen verzekeren zich elk jaar een ruimer aandeel van het vervoer der Belgische waren.

Tijdens het laatste kwartaal 1935, op een totaal van twee miljoen ton per maand, werd nagenoeg een half miljoen ton onder Duitsche vlag vervoerd. Gelet op die feiten, zou het niet mogelijk zijn, ten gunste van Antwerpen gelijkaardige tarieven te bekomen als de « See-ausnahmetarife » ? Het hoort uw verslaggever niet toe, eene oplossing aan te duiden, doch het scheen hem dat het vraagstuk het voorwerp zou mogen zijn eener aandachtige studie.

**

Eindelijk, weze het ons toegelaten eenigen twijfel te opperen nopens de volstrekte volmaaktheid van hetgeen, in zake van economische expansie, door onze agenten in den buitendienst werd gepresteerd. De Staat moet de werkzaamheid van onze buitendiensten aanpassen aan de tegenwoordige economische noodwendigheden : de zuiver diplomatieke vertegenwoordiging moet een aanzienlijk gedeelte van hare bevoegdheden afstaan aan de werkelijke vertegenwoordiging van België, land van uitvoer. Onze agenten moeten er zich toe dwingen als handelspropagandisten werkzaam te zijn; zij dienen meer in voeling te komen met de industrieelen, de handelaars, de invoerders, enz. van de landen in welke zij een essentieel arbeidzame natie moeten zijn « de opsporing en de bestudeering » van de vreemde markten. Het ontgaat ons niet dat, sinds enkele jaren, een aanzienlijke krachtsinspanning in dien zin werd gedaan, doch het is noodig, deze nog te versterken.

In deze zaak, zooals in andere, moet België, trots op zijn verleden, zijn handelstraditie en zijn spreekwoordelijke arbeidskracht, met alle sleur en met alle vooroordeelen breken.

De Verslaggever,

M.-H. JASPAR.

De Voorzitter,

J. PONCELET.